



La politique américaine dans les Balkans de 1990 à 2004

Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron Yann Tréhin

dans le cadre du séminaire

Validité des théories géopolitiques du 19^{ème} siècle

Directeur : professeur Philippe Conrad

Avril 2005

La politique américaine dans les Balkans de 1990 à 2004

Sommaire

Première partie : Etat des lieux

Les Balkans : le tableau qui s'offre aux Américains en 1990

La politique des Etats-Unis : acteurs, idées, problématiques

Deuxième partie : Les Etats-Unis dans les Balkans de 1990 à 2000 : variations de la posture diplomatique mais continuité de la stratégie

La politique américaine dans les Balkans : de la procrastination calculée en Bosnie à l'intervention armée vigoureuse au Kosovo

Une stratégie globale invariable : la prise de contrôle de la partie balkanique du « Rimland »

Troisième partie : Bilan de la situation actuelle : les erreurs et les enseignements

Les limites des théories géopolitiques

Les contrecoups des décisions de l'époque

Les orientations actuelles et futures

Introduction

Le géopolitologue américain Brzezinski affirme la nécessité actuelle des Etats-Unis de pousser leur contrôle vers les pays d'Asie centrale, qu'il dénomme « Balkans eurasiens ». Cette terminologie n'est pas seulement un effet de langage, mais sous-entend d'une part la sensibilité de cette région, et d'autre part, peut-être, les objectifs que les Américains se sont fixés et la stratégie qu'ils comptent employer. Dès lors, il est particulièrement intéressant d'étudier leur politique dans les Balkans, depuis 1990, afin d'évaluer ces objectifs et cette stratégie.

Imprégnées des idées de Spykman reprises par Brzezinski, les autorités américaines ont vraisemblablement cherché à étendre leur contrôle du Rimland vers l'Est, à travers les Balkans, en favorisant un équilibre, instable, des trois civilisations pesant dans la région et en repoussant les influences allemandes et russes. Cependant, la politique américaine durant cette période a subi de fortes variations : hésitante au départ pour éviter un enlisement susceptible d'être perçu négativement par l'opinion publique, très engagée durant la campagne du Kosovo, puis en retrait dès 2002 pour concentrer l'effort sur de nouvelles menaces, de nouvelles zones et de nouvelles alliances.

L'étude de ce mémoire se concentrera sur l'implication des Etats-Unis dans le conflit yougoslave de 1990 à 2000, avant de l'élargir à l'ensemble des Balkans et aux événements survenus après 2001.

Après avoir resitué les différentes étapes qui marquent le conflit ainsi que la politique intérieure et extérieure américaine, nous étudierons les actions de la diplomatie américaine placées sous le prisme des théories géopolitiques, avant d'étudier la situation actuelle pour déterminer le bien fondé et les conséquences de la mise en œuvre de ces stratégies successives.

PARTIE 1 - ETAT DES LIEUX

A. Les Balkans : le tableau qui s'offre aux Américains en 1990

Les Balkans¹ sont depuis longtemps synonyme de divisions et de guerre civile. Ils ont été historiquement un lieu d'affrontement de civilisations, basées essentiellement sur la religion, mais aussi de grandes puissances, beaucoup plus pragmatiques. La situation que découvrent les Etats-Unis en 1990, et dont ils sont déjà en partie responsables, est catastrophique et particulièrement complexe.

1. Les Balkans, lieu d'affrontements de civilisations et de grandes puissances

Tout au long de leur histoire², Les Balkans ont été effectivement secoués par des luttes entre des Etats ou des populations issues essentiellement de trois influences : l'Occident catholique, la communauté orthodoxe, l'Islam progressant depuis l'Est. Mais il s'agit avant tout de l'affrontement de grandes puissances, d'empires dont le visage et la force ont varié dans le temps : Venise, le royaume de Hongrie puis l'empire austro-hongrois, la Russie, l'Empire ottoman, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, etc. Ils paraissaient d'ailleurs lutter davantage pour prévenir l'installation d'une puissance adverse, que gagner l'avantage d'un terrain plutôt ingrat.

En effet, le terrain est montagneux et ne dispose pas de ressources particulières. Paraissant à première vue enclavé, il est en fait traversé et bordé d'axes de communication majeurs : le Danube par exemple, qui dessert l'Europe centrale, et le détroit du Bosphore, qui procure aux Russes une ouverture sur la Méditerranée. Les Balkans sont un des principaux points de passage entre le continent asiatique et l'Europe, comme le géopolitologue Spykman va le démontrer.

Le paysage qui s'offre aux touristes durant les années 80 prêterait à penser que la région est un creuset de tolérance entre les peuples. En Bosnie par exemple, plus de la moitié des mariages sont mixtes ; les lieux de culte se côtoient parfois dans un rayon de 50 mètres ; moins de 10% du

1 Voir la définition et la cartographie en annexe 1.

2 Cf. le récapitulatif historique en annexe 2.

territoire sont ethniquement homogènes³, la seule notion d'ethnie amuse d'ailleurs le Bosnien. Pourtant la situation dans les Balkans va se révéler catastrophique.

2. La crise économique des années 80 en Yougoslavie et le rôle des Etats-Unis

Comprendre les origines du conflit yougoslave n'est pas chose aisée, les expliquer est une tâche encore plus aléatoire. On fait habituellement référence à la haine que se vouent les populations et à la montée des nationalismes.

Mais pour comprendre pourquoi les nationalismes ont une telle prise sur les populations, il faut considérer, comme dans l'Allemagne dans les années 30, que la faillite économique du pays a constitué un terreau propice aux propagandes. En effet, la bureaucratie, qui a souvent géré de façon aberrante les fonds d'investissements, s'est révélée inadaptée à l'ouverture au marché mondial et à son cortège de crises de la décennie 80 (hausse des prix du pétrole puis des taux d'intérêt). L'écart de revenu national par habitant s'est alors creusé entre les Républiques, dotées d'une démographie et de structures de production très différentes. La Fédération yougoslave a été incapable de freiner l'inflation et d'imposer un partage solidaire de la dette⁴. Logiquement, les affrontements se sont multipliés entre le gouvernement fédéral, qui essayait depuis Belgrade de promouvoir des réformes encore plus radicales, et les gouvernements de républiques florissantes, comme la Slovénie et la Croatie, qui, influencées par l'Allemagne, défendaient leurs intérêts.

C'est à travers ces aspects économiques que les Etats-Unis ont commencé à exercer pleinement leur influence, notamment à travers le Fonds monétaire international. Au début de la guerre froide, la Yougoslavie était soutenue par les Etats-Unis qui voulaient s'appuyer sa réussite économique et ses prises de distance par rapport à l'URSS pour entraîner les pays du bloc de l'Est à se détourner du socialisme soviétique. Puis elle perdit ce rôle aux yeux des Américains, qui la sommèrent dans les années 80 de réduire sa dette. Alors que la Yougoslavie, inquiète du durcissement de la politique américaine de Reagan et des manœuvres de l'OTAN entretenaient une armée fédérale considérable et très coûteuse, les Etats-Unis misaient et travaillaient eux sur l'effondrement économique du Pacte de Varsovie.

Au moment où celui-ci intervint, l'économie fédérale yougoslave était moribonde. Elle avait laissé place à une florissante économie parallèle, s'appuyant sur différents trafics, de la contrebande de cigarettes jusqu'à la reconversion des matériels du Pacte de Varsovie, dissous en

³ Zone où au moins 80% de la population est de la même ethnie.

⁴ En 1988, la dette s'élève à 21 milliards de dollars; deux ans plus tard, elle culmine à 31 milliards de dollars ; un quart du revenu des exportations est consacré à son remboursement. L'inflation atteint 2600%. Les écarts deviennent intolérables entre le Kosovo où le taux de chômage dépasse les 50% et la Slovénie qui assure 1/3 du PIB.

juillet 1991. Les mafias, notamment albanaise⁵ et serbe, allaient prendre toute leur vigueur et conjuguer leurs intérêts avec ceux des chefs de guerre.

3. Les acteurs régionaux

En 1990, l'Américain Cyrus Vance et le Britannique Lord Owen co-président la première Conférence permanente sur l'ex-Yougoslavie. Ils font face à un panel d'acteurs tout aussi incontournables qu'aux intérêts divergents.

Les Etats balkaniques

La Yougoslavie déliquescence est présidée par Slobodan Milosevic, personnage ambigu que la communauté internationale décrit comme « le boucher des Balkans », mais qui s'apparente davantage à un « apparatchik pragmatique »⁶. Il va appliquer des programmes nationalistes non par réelle conviction mais par populisme. Simultanément, il va faire fructifier les « affaires familiales » dans la contrebande et les trafics. C'est également par opportunité qu'il paraît s'allier au Bosno-serbe Mladic. La population serbe est assez nombreuse à sombrer dans le sentiment nationaliste. Elle est bercée par les discours démagogiques qui s'appuient sur les mythes de la terre sacrée des Serbes au Kosovo et de l'époque de la Grande Serbie du roi Dusan⁷. Elle croit aussi aux arguments, polémiques mais efficacement instillés, de la menace islamiste, d'une Bosnie construite artificiellement par Tito⁸ et du complot de l'Allemagne et du Vatican⁹. L'Eglise, particulièrement le patriarcat de Pec, va jouer un rôle assez ambigu dans la guerre : officiellement modérée, elle est en coulisses très active au sein de la communauté orthodoxe et donc de la Russie.

Le Monténégro, présenté comme un allié de la Serbie, est en fait partagé entre « Blancs » et « Verts »¹⁰, c'est-à-dire entre une volonté d'union avec la Serbie et un désir d'indépendance.

Le nationalisme croate n'est pas moins actif, et Franjo Tudzman s'appuie sur cette ligne pour se faire élire président en 1990. Les Croates ont l'intention, et l'intérêt pour des motifs économiques, de faire sécession et de se rapprocher de l'Allemagne, au même titre que les Slovènes. Les nationalistes comptent intégrer les territoires de la Krajina, à forte minorité serbe, mais aussi l'Herzégovine, à forte implantation croate. En 1990, l'adversaire de Tudzman n'est pas

5 Dans *Le clan des Albanais*, Vladimir de Gmeline montre l'exploitation de la guerre du Kosovo par la mafia albanaise et avance même l'hypothèse de sa responsabilité dans l'anarchie apparue en Albanie en 1997.

6 Selon l'expression d' Alistair MacPherson dans son article *Rond-de-cuir et bottes de saut*

7 *Les fantômes du champ des Merles* – Philippe Conrad

8 *La résistible dislocation du puzzle* - Catherine Samary

9 L'hypothèse d'une connivence entre l'Allemagne et le Vatican via l'église catholique allemande est dénoncée dans *Balkan tragedy* - Susan Woodward

10 *Le Monténégro entre Verts et Blancs* – Jean-Jacques Mourreau

Slobodan Milosevic, avec lequel il s'entendra opportunément en coulisses pendant la guerre, mais Ante Markovic, Croate libéral, qui va échouer à défendre un projet yougoslave faute de soutien économique occidental.

La Bosnie-Herzégovine va rapidement être plongée dans un dilemme avec l'indépendance de ses voisins occidentaux. Par sa composition multiculturelle, elle ne peut que s'inquiéter de la dissolution de la fédération : au départ de la Croatie, les Bosniaques se retrouveraient en large infériorité au sein de la Fédération yougoslave face aux Serbes, sans disposer du contrepoids croate ; pire, en cas de sécession de l'Herzégovine, le morcellement du pays réduirait la portion bosnienne à un minuscule territoire enclavé. Depuis le début du siècle, les Bosniaques ont été définis par soustraction : Yougoslaves non Serbes et non Croates. Ils recherchent une identité dans leur histoire, au temps de la puissante Bosnie du roi Tvrtko. Mais le ferment qui prend le mieux, et qui garantit le soutien de tiers, est l'Islam. Bien avant la guerre, le président de la Bosnie, Izetbegovic, tisse des relations avec la communauté des pays musulmans, à la grande inquiétude des Serbes.

La même inquiétude se faire jour au Kosovo, où la population d'origine albanaise, quoi que cantonnée depuis 1989 à des emplois subalternes¹¹, jouit en revanche d'une démographie galopante qui provoque une pression croissante sur les Serbes. Le projet d'une Grande Albanie, sous-entendu dès 1991 par le leader Ibrahim Rugova, inquiète la communauté internationale¹². Pourtant la menace qui pointe plus concrètement est la croissance de la mafia albanaise, mais elle semble sous-estimée. D'un autre côté, le Kosovo abrite le siège du patriarcat serbe, la définition même du peuple serbe.

Le problème de la Macédoine est que son territoire, parfois même son nom, sont contestés par ses voisins serbes, grecs et bulgares. Elle est avec Chypre l'un des points de tension entre la Grèce et la Turquie. Mais jusqu'en 1999, elle attire peu l'attention de la communauté internationale. La situation change avec la crise du Kosovo, lorsque les milices kosovar-albanaises l'utilisent comme base arrière et influencent très négativement la minorité albanophone locale (20 à 30%, également en forte croissance démographique).

Zone d'échanges, les Balkans sont un territoire où s'enchevêtrent les nationalités et les minorités. A côté des Roms qui sillonnent la Yougoslavie, des minorités hongroises situées au Nord, il faut évoquer en particulier la communauté juive qui jouera involontairement un rôle dans le conflit et sa médiatisation. Immigrés en masse au 15^{ème} siècle dans une Bosnie musulmane très tolérante, ils ont été persécutés et massacrés aussi bien par les Oustachis croates que par les Tchetniks

11 NDLR : les postes d'ingénieur, d'enseignant, de journaliste étaient interdits aux Albanais

12 *Le rêve de la Grande Albanie* – Jean-Jacques Mourreau

serbes pendant la seconde guerre mondiale¹³. Les propos antisémites des nationalistes, par exemple de Tudzman, sont fréquents.

La Turquie cherche à maintenir son influence traditionnelle dans les Balkans, notamment en Bosnie, au Kosovo, et dans le Sandzak de Novi Pazar. Le lobbying turc est actif aux Etats-Unis comme en Allemagne. Or les Américains ont avec leur allié de l'OTAN le plus à l'Est toutes les raisons de maintenir une connivence : la Turquie est pour les Etats-Unis une base avancée vers l'Asie centrale, une "charnière" à la jointure du monde islamique dont on sait le rôle que jouent ses approvisionnements pétroliers pour l'économie occidentale, ainsi qu'un élément clé pour atténuer le "choc des civilisations" annoncé et redouté par Samuel Huntington...¹⁴

Les voisins européens

La diplomatie française, désireuse de relancer son influence européenne et mondiale, va chercher à se montrer un acteur incontournable. Préoccupée par un conflit se déroulant à quelques centaines de kilomètres de ses frontières, elle va cependant rester prudente, voire hésitante¹⁵. Elle pencherait notoirement pour les Serbes, souvenir de l'alliance de la Grande guerre. Le lobbying serbe est actif en France et certains militaires et diplomates cachent difficilement leur jeu sur le terrain. Cependant, la population française a la mémoire courte et ne retiendra vite de la télévision qu'elle ne peut être du côté serbe. La diplomatie américaine se montre plutôt méfiante à l'égard de son allié, du fait de son apparent attachement à la Serbie et de son ambition européenne.

L'Allemagne est déjà très implantée, culturellement et économiquement, dans l'Ouest de la Yougoslavie. Assez logiquement, elle reconnaîtra la première l'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie. Elle accueillera une forte diaspora croate, mais aussi bosniaque : la forte minorité turque en son sein effectuera un lobbying naturel pour pousser le gouvernement allemand à un soutien direct ou indirect aux Bosniaques musulmans. Il s'agit également pour l'Allemagne de recouvrer une partie de son influence diplomatique perdue depuis 1945.

L'Italie sera plutôt interventionniste car elle vit sur son sol les répercussions immédiates de la guerre, notamment au Kosovo : réfugiés albanais, extension des trafics mafieux...

La Grande-Bretagne va conserver sa position alignée sur les Etats-Unis et l'OTAN, essayer d'éviter de s'engager trop dans la politique extérieure européenne, chose aisée au vu de sa quasi-inexistence en 1990, mais toutefois réagir selon les pressions de son opinion interne.

13 Ils semblent que la dispute entre Croates et Serbes sur le chiffre des Serbes tués dans le camp fasciste de Jasenovac durant la seconde guerre mondiale soit tristement sans objet, l'épuration ayant essentiellement visés les Juifs, qui y ont disparu par dizaines de milliers.

14 *Pour l'empire du monde* – Pierre Biarnès

15 *Les stratégies des puissances dans les Balkans en guerre* – Caroline Galactéros-Luchtenberg

La Russie trouve dans un soutien aux Serbes une conjonction d'avantages : elle peut récupérer des intérêts sur la façade méditerranéenne, protéger son influence sur les lignes de communication énergétiques au Nord-Est des Balkans, et flatter son opinion interne par sa solidarité avec ses « frères orthodoxes ». Cela lui permettrait de contrer par la même occasion les poussées européenne et américaine et de ne pas se laisser marginaliser. Elle a au contraire une occasion de renouer avec son influence internationale.

B. La politique des Etats-Unis : acteurs, idées, problématiques

Traditionnellement, l'Amérique semble vaciller entre les tentations « interventionnistes » de type Clinton et la version « isolationniste » présentée initialement par l'équipe Bush junior. Mais ces options s'apparentent davantage à des nuances de sa politique qu'à une réelle dichotomie.

1. Courants géopolitiques historiques

La doctrine stratégique globale des Etats-Unis s'inscrit dans la continuité de la tradition géopolitique britannique présentant l'évolution du monde comme le résultat des rivalités entre « puissances continentales » et « puissances maritimes ». Père de la géopolitique anglo-saxonne, le géographe britannique Halford John Mackinder (1861-1947) avance l'existence d'une zone « pivot » ou Heartland, située au cœur de l'Eurasie, qui s'identifie précisément en 1943 à l'ex-URSS. Elle est cernée par un « croissant Marginal intérieur », de la Péninsule ibérique à l'Indochine, en passant par les Balkans, zone de contact entre le Continent et les Mers, et deux archipels-clés, la Grande Bretagne et le Japon, ayant atteint leur apogée grâce à la maîtrise des Mers. Enfin, autour de ces blocs se trouvent les « grandes îles », dont l'Amérique, ou « Croissant insulaire extérieur ». Mackinder redoute que, par l'ampleur de ses ressources et grâce au développement des voies de communication, le Heartland parvienne à dominer toute le continent eurasiatique, pour ensuite étendre ses conquêtes à l'ensemble des mers et des terres de la planète¹⁶. A l'époque, Mackinder redoute une conquête allemande voire une alliance continentale russo-germanique. Or, l'Europe de l'Est constitue déjà l'une des plus importantes zones stratégiques du monde : les Balkans relient le Heartland à la Méditerranée, enjeu séculaire pour la Russie, et l'Europe centrale et orientale est la clé de voûte de l'unité éventuelle du Grand Continent. La

16 « Celui qui contrôle l'Europe de l'Est commande le 'cœur de la terre'; celui qui contrôle le 'cœur de la terre' commande 'l'île du monde'; celui qui contrôle 'l'île du monde' commande le monde ».

Grande Bretagne, puissance maritime, devait faire effort pour priver la Russie de sa profondeur stratégique et de son accès aux mers chaudes, notamment dans les Balkans.

Le politologue américain Nicholas Spykman avance l'idée selon laquelle la véritable « zone pivot » est le « Rimland », autre grand concept clé de la géopolitique anglo-saxonne désignant la région intermédiaire entre le Heartland et les mers riveraines. Spykman pense qu'une puissance maritime est capable d'empêcher la conquête du monde par la Puissance du Heartland en organisant les peuples du Rimland afin qu'ils bloquent sa marche vers les mers¹⁷. Nicholas Spykman infirme les thèses de son prédécesseur, mais réaffirme l'idée fondamentale de la rivalité terre/mer. Il anticipe le socle doctrinal de l'OTAN, dont le but était de constituer une série de pactes d'alliances avec les pays situés sur le Rimland afin de contenir le Heartland russo-soviétique et la doctrine du « containment », mise au point par Washington pendant la Guerre froide.

Selon Huntington, la politique mondiale entre dans une nouvelle phase dans laquelle la source fondamentale de conflit ne sera plus idéologique, ni économique mais civilisationnelle. Le monde sera façonné dans une large mesure par les interactions entre sept ou huit civilisations majeures, dont les civilisations occidentale, islamique, et slave-orthodoxe, et non plus par les Etats-Nations comme les Occidentaux l'ont longtemps considéré. Cependant, ces civilisations sont elles-mêmes divisées en « sous-civilisations » et en Etats où les heurts sont toujours possibles. En conséquence, si les lignes de fracture entre les civilisations seront les lignes de front des conflits majeurs, la politique extérieure américaine peut conjuguer la recherche d'alliances au sein de son bloc civilisationnel et celle de dissensions entre autres blocs ou sous-blocs de civilisations.

2. La situation et les considérations géopolitiques américaines en 1990 : l'école « Brzezinski »

La guerre froide a cessé avec la chute du Mur en 1989. Le monde est devenu multipolaire et non plus bipolaire, mais la suprématie de l'« Hyperpuissance » américaine est sans égale : les Etats-Unis sont les plus forts dans tous les domaines de la puissance (économie, armées, technologies, communication). En outre, ils utilisent des outils non militaires propres à une « guerre totale » : guerre médiatique, guerre économique et technologique, guerre psychologique. Les orientations géopolitiques américaines doivent tenir compte de plusieurs phénomènes également consécutifs à la chute de l'Union soviétique : renouveau général de l'Islam ; réapparition ou émergence de blocs géopolitiques et civilisationnels « récalcitrants » ; guerre économique entre les différents

17 « Celui qui domine le Rimland domine l'Eurasie ; celui qui domine l'Eurasie tient le destin du Monde entre ses mains ».

ensembles géopolitiques, principalement entre l'Amérique et l'Asie et entre l'Amérique et l'Europe.

D'après Spykman, l'Amérique devrait à tout prix prévenir l'apparition d'une puissance dominante en Eurasie : empêcher la Russie de se ressaisir et contenir la Chine qui monte en puissance. Il s'agirait donc de contrôler le Rimland, donc l'Union européenne, l'Europe centrale et orientale, les Balkans, le Caucase et l'Asie centrale.

Quant à Huntington, il considère que si la division idéologique en Europe a disparu, la division culturelle de l'Europe entre la Chrétienté occidentale, la Chrétienté orthodoxe et l'Islam refait surface, induisant une fracture civilisationnelle et expliquant les conflits des Balkans : guerre et épurations ethniques en Bosnie, violences couvant¹⁸ entre les Serbes et les Albanais, relations ténues entre les Bulgares et leur minorité turque...

Le stratège américain Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du Président Carter, va adapter et préciser ces théories, dans la revue *Foreign Affairs* puis dans l'ouvrage *Le Grand Echiquier*¹⁹.

Il classe tout d'abord les acteurs géostratégiques en deux catégories :

- les « zones dures » désignent des Etats dotés d'une capacité et d'une volonté nationale suffisantes pour exercer leur puissance et leur influence au delà de leurs frontières, au risque d'affecter les intérêts de l'Amérique²⁰ ;
- les « zones molles » désignent soit les « ensembles de nations non souveraines » ou dénuées des principales marques de la puissance : économique, politique ou militaire (Afrique, Amérique latine, etc.), soit les blocs géocivilisationnels anciens (européens, islamiques, etc.), potentiellement très puissants mais affaiblis.

Puis il identifie les rivaux potentiels des Etats-Unis : la Russie, la Chine, voire l'Inde, et l'Europe, si l'Union européenne qui s'en remettait jusqu'ici à l'OTAN pour sa sécurité parvenait à s'émanciper, ou si naissait une coalition du type Paris-Berlin-Moscou.

Il préconise alors, tout en maintenant les Amériques et l'Afrique dans son giron incontesté, de :

- contenir les pays d'Asie en renforçant la présence américaine dans les « zones molles », progresser notamment en Europe centrale vers les « Balkans eurasiens »²¹ ;

18 Huntington a publié son « choc des civilisations » en 1994.

19 Publié initialement sous le titre plus évocateur « *The Grand Chessboard, American Primacy and Its Geographic Imperatives* ».

20 « Pour des raisons diverses - grandeur nationale, satisfaction idéologique, messianisme religieux ou prétentions économiques - certains Etats ou acteurs géostratégiques de premier plan chercheraient à atteindre une position régionale dominante ou une influence mondiale. Aussi les Etats-Unis doivent-ils prêter une attention toute particulière à de tels acteurs ». Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Echiquier*, Bayard, 1997.

- réfréner les prétentions internationales de la France, de l'Allemagne et de la Russie²² d'unifier et d'émanciper l'Europe continentale de la tutelle atlantique, c'est-à-dire maintenir l'Europe occidentale et centrale sous contrôle des Etats-Unis ;
- renforcer la dépendance et l'alliance des pays islamiques, afin d'enrayer leur recherche d'autonomie et d'endiguer la Russie.

3. L'administration américaine entre 1990 et 2000 : alternance et rivalités au secrétariat d'Etat

Les années 90 sont marquées par une alternance politique entre Républicains et Démocrates²³, mais aussi par une certaine continuité de la politique étrangère. Le système américain place en première ligne des affaires de politique extérieure le chef de l'Etat. Son représentant sur le terrain est le secrétaire d'Etat, voire le secrétaire d'Etat à la défense quand les opérations militaires sont primordiales.

L'alternance politique dans les années 90

Le 20 janvier 1989 entre en fonction le républicain George Bush (senior), qui succède à Ronald Reagan, républicain lui aussi, dont le mandat a été marqué par un durcissement des positions américaines. Le conflit yougoslave va poindre puis débiter durant ce mandat.

Le visage de l'administration américaine change le 3 novembre 1992 quand le gouverneur démocrate de l'Arkansas, Bill Clinton, est élu à la présidence des Etats-Unis. Il prend ses fonctions le 20 janvier 1993, choisit Warren Christopher au Secrétariat d'Etat ainsi que Richard Holbrooke pour les affaires européennes. Réélu pour un deuxième mandat, il remplace en 1997 Warren Christopher, jugé trop terne, par Madeleine Albright. Ce deuxième mandat va être marqué par la très médiatique affaire Lewinsky qui met en cause le président lui-même et va durer une an, de janvier 98 à février 99. Bill Clinton est amnistié mais les Républicains reprennent les rênes avec George Bush (junior) le 20 janvier 2001. L'administration Clinton aura ainsi connu l'essentiel du conflit en Bosnie et la guerre du Kosovo.

Rivalités au secrétariat d'Etat

Warren Christopher, qui a négocié sous Carter la libération des otages de l'ambassade américaine à Téhéran, est favorable à la détente avec l'Est et à la solidarité avec le Tiers-monde. Il passe pour un « gauchiste » tant il s'oppose au club officieux que rassemble Brzezinski.

21 Ce terme désigne globalement les anciennes colonies musulmanes pétrolifères et gazières de l'ex-URSS.

22 Idée aussi formulée très diplomatiquement par Kissinger dans son récent ouvrage : « Does America need a foreign policy ? »

23 Cf. le récapitulatif chronologique donné en annexe 3

Richard Holbrooke, né en 1941, débute sa carrière de diplomate au Vietnam. En 1972, il est rédacteur en chef au magazine *Foreign Policy*. En 1977, il entre dans l'administration Carter, comme assistant au secrétariat d'Etat pour le Pacifique. Il va donc côtoyer Brzezinski et Albright. Début 90, il est ambassadeur en Allemagne. Puis Clinton le nomme en 94 au poste d'assistant au Secrétaire d'Etat pour les affaires européennes et canadiennes.

Née en 1937 en Tchécoslovaquie, d'origine juive, Madeleine Albright, née Korbel, est marquée par son enfance chahutée par les événements se déroulant dans son pays natal, de l'invasion allemande jusqu'au coup de Prague. Emigrée aux Etats-Unis, professeur en politique extérieure, elle entre en politique au sein de l'administration Carter et travaille avec Brzezinski au Conseil national de sécurité entre 76 et 78. A la victoire de Clinton, elle est nommée, par l'entremise de son ami Brzezinski, dont elle partage l'origine Est-européenne, ambassadeur américain auprès des Nations Unies de 93 à 96. On dira d'elle qu'elle « a eu la peau de Boutros Boutros Ghali ». Puis Madeleine Korbel Albright est nommée Secrétaire d'Etat le 5 décembre 1996. Première femme élue à ce poste et à une telle position dans le gouvernement, son parcours est fortement suivi et médiatisé : elle est rapidement caricaturée comme le « bouledogue de Clinton » vociférant des « bombing ! bombing ! »²⁴. Sûre de la supériorité américaine, et notamment de sa puissance militaire, intransigeante dans ses vues, elle voit en Milosevic un nouvel Hitler²⁵.

Elue grâce à un lobbying actif contre Richard Holbrooke, leur duel va persister tout au long de leur mandat. Cette rivalité n'est pas sans rappeler les accrochages, durant la présidence Carter, entre le conseiller pour la sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, et le secrétaire d'Etat, Cyrus Vance. Or Cyrus Vance, qui co-préside dès 1990 la Conférence permanente sur l'ex-Yougoslavie est le premier « harpon » diplomatique de Bush dans les Balkans.

*

L'administration américaine est donc moins marquée par l'alternance partisane que par des duels de personnalités, souvent égocentriques. Ces passes d'armes vont sans doute jeter le trouble dans la conduite d'une politique globale sur laquelle pourtant tous semblent s'accorder : l'impérieuse nécessité de consolider la supériorité américaine en écartant toute émergence de puissance concurrente²⁶.

24 Face à Colin Powell, sceptique quant à un effondrement serbe dans les premières 48 heures face à une opération militaire dans les Balkans, elle rétorquera : "Quel est l'intérêt de ce superbe appareil militaire que vous évoquez constamment si nous ne pouvons pas l'utiliser ? ».

25 *Madeleine s'en va-t-en guerre*, Alistair MacPherson

26 En mars 1992, une fuite révèle le contenu du « Defense Planning Guidance », document du Pentagone rédigé par un certain Paul Wolfowitz : l'objectif de l'outil militaire américain est d'écartier toute éventualité d'émergence d'une superpuissance concurrente dans le futur.

PARTIE 2 - LES ETATS-UNIS DANS LES BALKANS DE 1990 A 2000 : VARIATIONS DE LA POSTURE DIPLOMATIQUE MAIS CONTINUITE DE LA STRATEGIE

A. La politique américaine dans les Balkans : de la procrastination calculée en Bosnie à l'intervention armée vigoureuse

La politique américaine va paraître inconsistante durant le conflit en Bosnie, alors qu'elle suit en fait une option précise. L'intervention au Kosovo va au contraire sembler décidée, quoi qu'elle ait failli en fait être fortement compromise.

1. le conflit en Bosnie : tergiversations sur le fond ou la forme ?

La première impression que laisse la politique extérieure américaine durant le conflit en Bosnie est celle de tergiversations incessantes. Les Européens se sont régulièrement agacés de l'administration américaine affirmant les soutenir et s'impliquer à leurs côtés, mais les critiquant à l'occasion et évitant soigneusement de s'engager sur le terrain.

Le diplomate américain Kissinger appelle cette attitude la « procrastination » calculée ; calculée car ne sous-entendant aucunement que Washington ignore le conflit ; calculée aussi car l'action principale, l'activité diplomatique multinationale, est d'autant plus active que la pression de l'opinion, des médias, des alliés ou des organisations internationales est forte.

L'administration Bush en retrait

Le conflit débute sous la présidence Bush. Les Etats-Unis ne réagissent pas à la montée des tensions, leurs priorités sont, après la chute du Mur le 9 novembre 1989, en Europe centrale : en Roumanie, avec le renversement de Ceaucescu ; en Ukraine, où il faut surveiller l'utilisation de l'arsenal stratégique ; en Allemagne de l'Est, qui intègre l'OTAN en précurseur d'autres pays d'Europe de l'Est (Sommet de l'OTAN à Rome en novembre 91) ; et en Russie, où il faut veiller à stabiliser les relations avec Gorbatchev.

Durant les premiers mois de la guerre, et jusqu'à la fin de son mandat, Bush va donc rester passif. En 1991, James Baker, en visite à Belgrade, n'adopte pas d'attitude franchement arrêtée. Il s'aligne sur la Communauté européenne qui reconnaît le 12 janvier l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie et le 6 février celle de la Bosnie-Herzégovine. Même lors du début du siège de Sarajevo, en avril 92, la Maison-Blanche reste en retrait, craignant davantage un engagement sur le terrain qu'un débordement, et se contentant d'actions humanitaires soulignées mais limitées. Les militaires, le général Colin Powell en tête, sont d'ailleurs plutôt réservés. La politique du « zéro mort » reste dominante, le Viêt-Nam hante les esprits et les officiers américains ont parfaitement analysé les défaites et les pertes subies par les Allemands entre 43 et 44 dans cette région difficile. En outre, ils ont déjà fort à faire avec la campagne de 91 en Irak.

George Bush est plus actif en décembre 92, pressé en fin de mandat par l'opposition et les médias. Il veut aussi éviter un débordement sur le Kosovo. Cependant, il s'agit moins d'un engagement direct que d'un regain d'activité diplomatique au sein d'instances régionales : les Américains préfèrent s'investir dans la Conférence permanente sur l'ex-Yougoslavie par la coprésidence de Cyrus Vance.

Clinton attend son heure

Malgré ses critiques à l'encontre du camp républicain et son annonce d'un engagement résolu, le président Clinton va rapidement adopter cette politique de « procrastination ».

Début 93, le plan Vance-Owen, propose un découpage de la Bosnie-Herzégovine en dix provinces et la démilitarisation de Sarajevo²⁷. Clinton est hésitant : d'abord opposé au plan, il l'appuie ensuite avant de revenir de nouveau en arrière. Acceptée par les Bosno-croates, mais rejetée par les Serbes et les Musulmans, la proposition est suivie de l'éclatement d'un conflit entre Croates et Musulmans. Clinton, par le biais de Madeleine Albright, reporte son effort sur le Conseil de sécurité de l'ONU qui crée le Tribunal Pénal International pour la Yougoslavie²⁸ et institue sur le terrain six « zones de sécurité »²⁹ protégées par des "casques bleus". En mai, sous la pression des médias qui rapportent l'intensité des combats et l'étranglement de Sarajevo et de Srebrenica, il plaide pour une levée de l'embargo et pour des attaques aériennes contre l'artillerie serbe. L'OTAN et le groupe de contact y décelant un risque de nouvelles flambées de violence, il recule et attend l'automne pour militer de nouveau pour des attaques aériennes afin de desserrer l'étau autour de Sarajevo. Mais les images des cercueils des 18 soldats américains tués par les

27 Cf. annexe 4, carte 1.

28 Le TPIY est institué pour juger les responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991. Clinton restera fidèle à sa conception en acceptant le principe de la Cour pénale internationale, mais dès son arrivée au pouvoir Georges W. Bush dénoncera cet engagement, refusant que des Américains soient jugés par des tiers.

29 Sarajevo, Bihac, Tuzla, Zepa, Srebrenica et Gorazde.

forces du chef de guerre Mohammed Aïdid le 3 octobre 1993 à Mogadiscio interviennent inopportunément.

Le 5 février 1994, la télévision lui fournit l'argument : la chute d'un obus de mortier sur un marché de Sarajevo (66 morts) provoque l'émoi de l'opinion. Les Américains entrent alors dans une phase plus active : les Serbes sont sommés de retirer leurs armes lourdes à 20 km de Sarajevo, leur aviation puis leurs forces sont bombardées ; le 1^{er} mars, à Washington, Croates et Musulmans sont invités à constituer une Fédération en Bosnie-Herzégovine... Cependant, si Clinton a déployé une intense activité diplomatique, il s'est encore gardé d'intervenir unilatéralement, et a employé l'OTAN qui a trouvé ici une nouvelle utilité. D'autre part, Sarajevo reste une façade : les Serbes poursuivent l'épuration ethnique au nord du pays.

Début 1995, Clinton est tenté d'agir, à la demande des médias, du Congrès et des Etats Musulmans³⁰. Il hésite devant les contradictions de ses conseillers, Colin Powell et Warren Christopher s'opposant au discours « va-t-en guerre » de Gore et d'Albright. Il est en outre gêné par la prise d'otages de casques bleus en mai 95, et contré par le jeu de Milosevic qui dit se désolidariser des Serbes de Bosnie. Finalement, pressé par la recrudescence du conflit (offensives serbes contre Gorazde et Srbrenica, croate dans la Krajina et bosniaque sur Bihac) et l'annonce de nouveaux massacres (à Sarajevo et Srbrenica), il va soumettre les parties en présence à un ultimatum et les asseoir autour d'un nouveau plan proposé par Richard Holbrooke, qui vient d'être nommé au Département d'Etat. Le 21 novembre, les parties signent l'Accord de Dayton³¹. Le 20 décembre, l'Implementation Force (IFOR), dirigée par l'OTAN et forte de 57 000 hommes dont 20 000 GIs, succède à la FORPRONU.

L'accord signé n'implique pas la fin de l'engagement américain. Des incidents graves se poursuivant, l'IFOR est remplacée en décembre 1996 par une force plus dissuasive, la Stabilization Force (SFOR)³². Un à un, les chefs de guerre serbes sont poussés à la démission et pourchassés ; en juillet 97, la SFOR prend même position dans les administrations de la République serbe d'Herzégovine et effectue des frappes aériennes pour empêcher un coup d'Etat soutenu par Belgrade ; les partis nationalistes victorieux aux élections de 96 sont contraints au consensus ou à la démission. Certes, la situation est très tendue, Dayton semble ne satisfaire personne, mais la guerre a cessé.

*

30 La levée de l'embargo sur les armes à destination des Bosniaques est votée le 22 juillet par l'Organisation de la Conférence islamique puis le 26 juillet par le Congrès.

31 Cf. annexe 4, carte 2. Cet accord, repris dans ses grandes lignes par le Traité de Paris le 14 décembre, comprend le maintien de Sarajevo comme capitale de la Bosnie et la coexistence de deux entités, croato-musulmane et serbe ; il prévoit la levée progressive des sanctions contre la Serbie et de l'embargo sur les armes à destination des Républiques de l'ex-Yougoslavie ; nouveauté, 20 000 soldats américains seraient déployés.

32 Construite autour d'un noyau OTAN, la SFOR intègre des pays tiers, comme la Russie.

Les hésitations ont donc laissé place, dans les tous derniers mois du conflit, à une position plus déterminée. Mais pour le républicain Bush (senior) comme pour le démocrate Clinton, la politique a globalement consisté en une stratégie de contournement³³ : éviter autant que possible tout engagement direct dans le conflit, en remettant entre les mains des alliés et des organisations internationales la gestion sur le terrain du conflit yougoslave, et privilégier l'activité diplomatique. L'attitude américaine a oscillé entre la passivité, tout en pointant la responsabilité des Européens en cas de risque d'engagement direct, et l'activité quand le conflit menaçait de déborder sur des pays voisins ou de perturber l'image du candidat à la réélection.

2. le conflit au Kosovo : retour de l'interventionnisme et de l'OTAN

Depuis les événements de Bosnie, le nationalisme albanais a resurgi au Kosovo : en février 96 une série d'attentats a été revendiquée par *l'Armée de libération du Kosovo* (en Albanais : UCK). Le terrorisme et le séparatisme sont condamnés par les Européens et les Américains. Mais ceux-ci font simultanément pression sur les Serbes (embargo, frappes aériennes en Bosnie-Herzégovine). La situation va continuer à dégénérer : en janvier 1997, le recteur serbe de l'université de Pristina est sérieusement blessé lors d'une attaque à la voiture piégée, revendiquée par l'UCK ; en septembre, des manifestations d'étudiants albanais sont réprimées par la police serbe au Kosovo.

A la suite d'une embuscade où sont tués deux policiers serbes, la répression s'accroît durant le premier semestre 98. Le 13 octobre, Richard Holbrooke arrache à Slobodan Milosevic un accord sur le Kosovo, à l'appui de menaces répétées de frappes aériennes par l'OTAN. Les forces serbes doivent se retirer du Kosovo et 2000 observateurs non armés de l'OSCE doivent y être envoyés. Cependant, c'est l'UCK cette fois qui refuse l'accord. Elle semble rechercher un pourrissement de la situation. Elle obtient satisfaction avec la reprise des affrontements fin 98. Le 15 janvier 1999, les médias émeuvent la communauté internationale en annonçant que les forces serbes ont massacré à Racak 45 civils albanais.

De février à mars 1999, d'intenses négociations sont menées à Rambouillet puis à Paris. Mais elles s'achèvent le 23 sur un échec, l'UCK se satisfaisant difficilement d'une simple autonomie et les Serbes écartent tout déploiement de forces occidentales sur leur territoire. Pour de nombreux observateurs, le plan proposé ne pouvait satisfaire les Serbes et était voué, sciemment ou non, à l'échec. La porte est ouverte à une intervention de l'OTAN, qui depuis la Bosnie et le sommet de Madrid du 9 juillet 1997, a accéléré sa restructuration et l'extension de son emprise vers l'Est³⁴.

33 *Les calculs de la diplomatie américaine à l'égard du conflit yougoslave* – Charles-Philippe David – Relations internationales et stratégiques, septembre 95

34 Au sommet de Madrid intervient l'élargissement à la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie

Madeleine Albright, partisane d'une opération en force, convainc Clinton d'utiliser cet outil militaire.

L'organisation déclenche le 24 l'opération *Force alliée*, sans attendre la résolution de l'ONU³⁵. La coalition - États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Belgique, Canada, Portugal, Espagne - bombarde des positions et du matériel serbe au Kosovo, puis sur l'ensemble de la Serbie. Les frappes aériennes durent jusqu'au 8 juin et sont suivies par le déploiement des troupes de la KFOR³⁶ les 11 et 12 juin.

Les opérations de l'OTAN sont caractérisées par :

- le souci d'éviter au maximum le risque de pertes humaines ; on consacre donc la théorie des cercles de Warden, qui justifie opportunément le choix de frappes aériennes à haute altitude ;
- une efficacité médiocre et contestée de ces bombardements : contrairement aux certitudes de Madeleine Albright, les Serbes n'ont pas lâché rapidement ; le peuple serbe semble même se souder au tour de Milosevic, qui sera délogé du pouvoir plus d'un an plus tard ; en revanche, c'est l'inverse qui intervient pour le secrétaire d'Etat Albright, qui a perdu sa crédibilité, la solidarité du gouvernement, et son poste ;
- plus globalement, par une efficacité et une efficience très relatives, la KFOR se révélant par exemple incapable d'empêcher les exactions contre les Serbes du Kosovo et leurs biens dans sa zone de responsabilité ;
- l'intégration d'une manœuvre globale de communication : les médias occidentaux sont contre les Serbes et soutiennent l'OTAN sans aucun scepticisme ; tout est soigneusement utilisé, voire mis en scène : l'inculpation de Milosevic de crimes contre l'humanité en plein milieu de la campagne le 27 mai 1999 ; les centaines de milliers de réfugiés qui fuient les frappes aériennes semblent chercher à échapper aux Serbes ;
- enfin et surtout, le retour en première ligne de l'OTAN, qui sans attendre la décision de l'ONU, passe à l'offensive et se permet même le « luxe » de quelques bavures, comme le surprenant bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade, et un coup de force, quand elle isole les Russes qui ont tenté vainement de mettre en place une tête de pont sur l'aéroport de Pristina.

35 L'intervention sera « régularisée » a posteriori par une résolution de l'ONU, procédure voulue « *exceptionnelle* » par le Président français mais dont on verra par la suite qu'elle crée bien un précédent.

36 KFOR : Kosovo FORce

Au lendemain de la guerre du Kosovo, le Président Clinton déclare que l'opération Force alliée va servir d'exemple : « *Que vous viviez en Afrique, en Europe centrale ou n'importe où ailleurs, si quelqu'un veut commettre des crimes de masse contre une population civile innocente, il doit savoir que, dans la mesure de nos possibilités, nous l'en empêcherons* ».

B. Une stratégie globale invariable : la prise de contrôle de la partie balkanique du « Rimland »

La participation américaine à la gestion de la crise en Ex-Yougoslavie semble conduite dans la logique de prise de contrôle du Rimland préconisée par Spykman. En tous cas, elle y contribue finalement, tant la position américaine se consolide dans l'ensemble des Balkans.

1. La cause humanitaire en argument, les intérêts américains en perspective

Kissinger classe l'intervention en Ex-Yougoslavie dans le chapitre « opérations humanitaires ». Cela supposerait une politique transparente, équitable et dont l'état final recherché serait un « développement durable » régional. Les faits ne sont pas si probants.

Des choix trop partiels pour être humanistes

C'est davantage la haine des Serbes que l'humanité qui semble animer certains Américains : Madeleine Albright va contribuer à la diabolisation de ce peuple en comparant Milosevic à Hitler. La comparaison, qui scandalise les Serbes, les Socialistes³⁷ et les Orthodoxes, incite tout historien à la perplexité. Mais elle marque l'esprit du public quand elle vient en commentaire d'images chocs, quand elle est argumentée par des chiffres apparemment fiables et quand elle est appuyée par le lobby israélite. Elle justifie même le paradoxe des frappes aériennes en réponse à un désastre humanitaire. Certes, les Arkan³⁸ et autres « héros » serbes ont contribué à jeter l'opprobre sur ce peuple. Mais l'hostilité aux Serbes est tellement ancrée que les programmes d'aide humanitaire s'adressent rarement, avant 2001, à leur communauté qui souffre toujours des embargos. Alors que l'épuration ethnique s'inverse au Kosovo, au point que le chiffre des Serbes tués depuis l'occupation de la KFOR dépasse les chiffres des Kosovar-albanais tués par les forces serbes avant 99, il faut attendre 5 ans pour que les Médias commencent à s'émouvoir.

37 Au sens premier du terme.

38 Arkan était un chef de bande, qui couvrait ses activités violentes et mafieuses en prétendant combattre pour la cause serbe ; pourtant, il est présenté encore comme un héros, dont on trouve des affichettes à son effigie dans le journal de la diaspora serbe en Europe, *Vesti*.

En revanche, les Etats-Unis privilégient les Croates et les Musulmans, tant bosniaques qu'albanais. Lors de la visite de Clinton en 99 à Sarajevo, les unités spéciales bosniaques alignent comme à la parade un équipement américain complet et onéreux, du Dodge 4x4 jusqu'à l'oreillette, fourni avec la formation par des entreprises privées américaines qui cachent à peine leurs liens avec la Maison blanche : l'ICITAP³⁹ pour la formation de la police, le MPRI⁴⁰ pour la formation militaire. En fait, les Etats-Unis ont besoin d'offrir des contreparties à la Turquie, qui soutient les musulmans, allié capital pour le contrôle des « Balkans eurasiens ». De façon plus générale, les Etats-Unis, qui mènent une politique interventionniste et offensive dans le Golfe et soutiennent assez ouvertement Israël, sentent le besoin de montrer leur amitié aux Musulmans.

L'humanitaire en affichage...

En fait, le terme « humanitaire » désigne plutôt une nouvelle donne et une nouvelle réponse stratégiques. Non seulement la situation en ex-Yougoslavie est d'une rare complexité, mais surtout la forme du conflit qui s'y déroule, la guerre civile, présente des caractéristiques terribles devant lesquelles la communauté internationale se sent désarmée. Il est difficile de désigner un ennemi, ce qui rend caduque la notion même de « victoire ». Il va falloir « forcer le trait » pour obtenir la bienveillance des médias et de l'opinion publique pour et durant les opérations militaires. On propulse donc le « droit d'ingérence humanitaire » sur le devant de la scène internationale par une politique de communication offensive.

Des entreprises privées de communication vont être engagées, comme la firme « Ruder Finn Global Public Affairs », dont le siège est à Washington. On peut douter d'ailleurs de l'indépendance des Médias américains, comme CNN. En outre, les services et les procédures mêmes de l'OTAN et des armées américaines vont être perfectionnés, notamment au Kosovo, pour influencer les mentalités directement ou par la voie des médias. Ces doctrines militaires, respectivement les PSY Ops et les COM Ops, vont se développer intensément dans les Balkans.

...des *Info ops* en discrétion

Cela ne supprime pas l'impérieuse nécessité d'éviter toute prise de risque. *« Le refus de prendre des risques dans l'intervention ne se limite pas aux pertes humaines. Il concerne, bien au-delà, l'obligation de résultat : si la victoire est une notion dépassée, par contre l'échec est inacceptable. L'intervention ne doit s'opérer qu'à coup sûr, avec cent pour cent de chances de succès, ce qui suppose de disposer du temps, de la faveur du public et de moyens d'une réelle*

39 ICITAP : International Criminal Investigation Training Assistance Programme ; entreprise privée de formation de la police, commissionnée par le département américain de la Justice et dépendant de la société Dyncorps, dont le siège est à Langlin.

40 MPRI : *Military Professional Resources Incorporated*, entreprise privée de formation et d'assistance militaire.

efficience »⁴¹. En outre, les opérations de l'ONU en Bosnie vont coûter excessivement cher : 124 776 366 Dollars par mois (source: ONU).

Les Etats-Unis vont contourner la difficulté en déléguant l'action à des firmes privées et en utilisant des unités des *Special Operations*.

En 1994, à la suite de la signature de l'accord de coopération militaire entre les Etats-Unis et la Croatie⁴², le Pentagone et le secrétariat d'Etat recommandent la firme MPRI. Elle décroche ainsi un contrat de « *formation à la transition démocratique* » au profit de l'armée croate, destiné officiellement à « *éviter les excès et les atrocités dans les opérations militaires (...) et à informer sur le rôle d'une armée dans une société démocratique* ». Elle dépêche sur place trois hauts responsables de la firme. Carl Vuono, Edward Soyster et Crosbie Saint, sont des généraux expérimentés à la retraite⁴³. Depuis 91, les Croates ont progressivement perdu un tiers de leur territoire devant les Serbes, et leur armée est en très mauvais état. Le soutien du MPRI va permettre la reconquête de la Krajina. La complexité des manœuvres et la nature du renseignement obtenu par les Croates démontrent que les spécialistes américains ne se sont pas contentés de la formation, mais ont soutenu et conseillé la manœuvre. Malheureusement, les objectifs « démocratiques » ne seront pas atteints puisque des centaines d'exactions seront commises à cette occasion par des Croates.

Pendant la campagne aérienne du Kosovo, l'OTAN met en avant le rôle de l'UCK dans le guidage des avions de l'Alliance. En réalité, l'UCK est complètement désorganisée par l'offensive des forces militaires serbes. Ce sont les forces spéciales de l'OTAN, commandos américains, britanniques et français qui assurent le guidage des avions.

Une dynamique globale

Le plus intéressant, peut-être le plus impressionnant, c'est l'intégration de l'ensemble des activités américaines dans une dynamique générale. Jusqu'en 2002, c'est la police des Nations Unies, l'IPTF⁴⁴, qui est chargée de contrôler les activités des policiers locaux, dont beaucoup sont d'anciens miliciens « reconvertis ». Or, non seulement la moitié des membres du contingent américain de l'IPTF ne sont pas policiers et ont des difficultés à expliquer leur parcours professionnel, mais ils sont soldés en outre par la DYNCORP, dont dépend l'ICITAP qui opère

41 Les Balkans : laboratoire stratégique du 21ème siècle. - général Eric de La Maisonneuve

42 L'accord mentionne : « *en décidant de devenir un membre de la communauté des Etats démocratiques, la Croatie a entamé une transformation de son modèle militaire de type Belgrade-Moscou vers un modèle d'organisation qui repose sur des bases et des principes démocratiques* ».

43 Soyster a été directeur de la Defense Intelligence Agency, Vuono chef d'état-major de l'armée de terre pendant l'invasion de Panama et la guerre du Golfe, et Saint commandant des troupes américaines stationnées en Europe et père de la doctrine utilisée pour l'attaque de l'Irak en février 1991.

44 IPTF : International Police Task Force – corps fort d'environ 1 500 policiers internationaux chargé de *monitorer* et superviser les activités de la police locale en Bosnie-Herzégovine.

en liaison avec l'ambassade américaine. Il y a une véritable cohésion et la possibilité d'appliquer une politique globale et à long terme.

La stratégie américaine intègre d'ailleurs, sans fausse pudeur, des objectifs et des moyens aussi variés que l'économie, les opérations militaires, la communication⁴⁵. Ainsi, le MPRI a transformé l'armée de Bosnie-Herzégovine en une force de type occidental aux standards américains OTAN, se garantissant le marché et l'ouvrant aux entreprises d'armement américaines⁴⁶. Au Kosovo, à peine les militaires ont-ils terminé l'installation du camp Bondsteel à la frontière du Kosovo et de la Macédoine, que la *Albanian-Macedonian-Bulgarian Oil Pipeline Corporation* (AMBO), une société américaine, relance le projet d'un oléoduc entre le port bulgare de Bourgas, sur la Mer Noire, et le port de Vlorë, en Albanie⁴⁷. Il est censé acheminer le pétrole arrivant des riches gisements de la mer Caspienne vers la Méditerranée. Il permettrait d'éviter le passage par le détroit du Bosphore, trop dangereux et ne consentant pas le trafic des supertankers de plus de 150 000 tonnes. Plusieurs auteurs considèrent même que le pétrole est l'une des raisons majeures de l'engagement américain dans les Balkans⁴⁸.

2. Les résultats de l'implication des Etats-Unis en ex-Yougoslavie

Les Etats-Unis ont modifié la géopolitique de la région en s'imposant, par le biais de l'OTAN et d'autres organisations, internationales ou privées, comme un acteur incontournable.

La culture anglo-saxonne s'installe dans les Balkans : les institutions sont reconstruites sur le modèle américain (justice, fédéralisme, économie de marché), la casquette et la sirène de police américaine remplacent le képi et le « deux-tons », le coca-cola devient la boisson de toute une génération, l'Anglais devient quasiment deuxième langue officielle. On ne peut pas dire que les populations acceptent facilement cette invasion, mais cette culture symbolise le rêve américain, celui d'un renouveau économique dans des provinces où le chômage oscille entre 20 et 40%.

La population, y compris une proportion croissante de Serbes, las des vaines promesses de Milosevic, considère d'ailleurs que se sont les Américains, et non les Européens, qui ont arrêté la guerre et qui détiennent le pouvoir. L'Europe de la défense a raté son rendez-vous en Bosnie, où les rivalités internes ont conduit à l'inaction ou au désordre, et à l'échec des plans d'Owen ou de

45 En janvier 1997, Madeleine Albright déclare : « Nous devons continuer à forger un système économique global qui travaille pour l'Amérique ».

46 L'entremise du MPRI ne s'est pas arrêtée en 95 : l'un des plus importants contrats de formation militaire conclu à l'étranger est l'accord « *Train & Equip* » signé entre le MPRI et la Fédération croato-musulmane de Bosnie le 16 juillet 1996 et annoncé par Clinton.

47 Cf. carte n°1 en annexe 5.

48 Tels de général Gallois dans « *Le sang du pétrole* », ou le Pr Michel Chossudovsky dans « *America at war in Macedonia* », The Guardian, juillet 2001.

Juppé. L'histoire ne retient que : « Clinton, Dayton, frappes aériennes américaines, OTAN ». Au Kosovo, l'essai a été transformé par l'intégration de toutes les volontés et capacités européennes au sein de l'OTAN, sous commandement et philosophie américaine.

Les Russes sont repoussés, presque ridiculisés, à l'image de leur contingent de parachutistes affamés et sans soutien, isolé sur l'aéroport de Pristina par les Britanniques. Tout juste ont-ils pu se raccrocher aux missions de l'OTAN, élargies à cette occasion en missions de coalition. Ils perdent en Ex-Yougoslavie une zone d'influence historique et un accès éventuel à la Méditerranée. La Serbie, fief orthodoxe, l'un des derniers bastions socialistes européens, traditionnellement non aligné⁴⁹, est neutralisé et presque encerclé : il ne reste que le Monténégro pour lui donner accès à la mer. Mais celui-ci balance entre indépendantisme et union panserbe⁵⁰, et il est de surcroît potentiellement coupé par le Sandzak de Novi Pazar, à 60% musulman.

La Turquie, au contraire, a repris de l'influence régionale. Les Américains ont très clairement joué la carte de l'alliance et de la satisfaction des desiderata turcs : les Bosniaques ont été soutenus contre les Serbes et malgré les revendications croates ; les Musulmans albanais ont été ménagés. Une forme de « panturcisme » peut reprendre racine dans les Balkans.

Alexandre Del Valle⁵¹ avance même l'hypothèse que les Etats-Unis auraient installé à escient, conformément aux analyses de Huntington, une situation instable qui justifie leur présence dans la région et gêne l'extension de l'Union européenne : « *Il s'agit ainsi de scinder le Continent européen en deux, en réactivant une « nouvelle Guerre Froide » entre un Est post-byzantin ex-soviéto-communiste et un Ouest américanisé, un nouveau « choc géocivilisationnel » entre les « deux Europes », opposées l'une à l'autre autour des pierres d'achoppements stratégiques islamo-occidentale et socio-économique.* »

3. Un dispositif global parachevé

Cette analyse peut être étendue à un cadre régional et temporel plus vaste.

L'OTAN a réussi à trouver une nouvelle vocation. En Bosnie elle a proposé ses services pour les frappes aériennes et l'ossature de la force terrestre, missions à la limite de son mandat mais accomplies sur demande de l'ONU. Au Kosovo, elle confirme sa capacité militaire, et en outre s'auto saisit, avant de voir son intervention « régularisée » a posteriori par l'ONU.

49 Comme Tito faisait rager Staline en refusant de s'aligner sur la doctrine communiste soviétique, on peut imaginer que Belgrade agaçait Washington en refusant toute forme d'intégration et ce depuis les injonctions du FMI début 90.

50 Les « Verts », acquis à l'indépendance, et les « Blancs », favorables à l'union avec la Serbie. Cf. l'article « Le Monténégro entre Verts et Blancs » de Jean-Jacques Mourreau.

51 Alexandre del Valle est chercheur à Paris II, spécialiste des questions internationales et stratégiques.

Or, la prédominance américaine au sein de l'OTAN est colossale. D'une part, l'US Air Force et l'US Navy constituent l'essentiel des forces aériennes, clé de l'opération ; les autres participants, qui manquent de moyens de commandement et de renseignement, sont sous contrôle du commandant suprême allié en Europe (SACEUR), le général américain Wesley Clark, et du centre des opérations aériennes de l'OTAN basé à Vicenza, Italie, aussi fortement américanisé. La France peut se démarquer grâce à ses moyens d'observation satellitaire et à son porte-avions, mais elle n'a pas la même capacité en logistique et en systèmes d'information.

L'OTAN s'est donc développée tous azimuts :

- dans son mandat tout d'abord, remodelé par le « *Nouveau Concept Stratégique* »⁵² et modifié de facto par le précédent du Kosovo ; en 1979, l'OTAN était une organisation défensive ayant recours à la force si l'un de ses membres était attaqué ; en 1989 elle n'a plus d'ennemi ; en 1999, elle devient « *un instrument permanent d'intervention dans les crises et les conflits, trouvant ainsi une justification nouvelle de son existence et de sa pérennité* »⁵³ ;
- dans son emprise géographique, ensuite, avec les intégrations successives d'anciens membres du Pacte de Varsovie, les autres candidats intégrant le Partenariat pour la Paix (PPP) ;
- dans ses structures, standardisées selon des critères qui rendent les Américains indispensables politiquement, techniquement et industriellement : le haut commandement est américain ; la langue, les procédures, les fameux « standards OTAN » sont américains, ainsi que la logistique, la supériorité technologique, les systèmes d'informations ; l'OTAN est noyautée aux sens propre et figuré par les Etats-Unis⁵⁴ ;

Elle a permis aux Américains de maintenir l'unité des pays européens, notamment de la Grèce et de la Turquie, sans qu'ils remettent en cause le lien transatlantique, étant plus que jamais dépendants de la puissance militaire et industrielle et de la stratégie américaines. Elle a également consolidé la position de la Turquie, dont les flancs Ouest et Nord sont soulagés.

52 Adopté en avril 1999 à Washington par les Etats-membres, à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de l'alliance, il énonce notamment : « *le maintien de la sécurité et de la stabilité de la région euro-atlantique revêt une importance primordiale. (...) En cas de crise mettant en danger la stabilité euro-atlantique (...) les forces militaires alliées pourraient être appelées à conduire des opérations de réponse aux crises* »

53 P.M. de la Gorce, L'Otan, cadre de l'hégémonie américaine, Le Monde Diplomatique, mai-juin 1999.

54 En 2001, à l'état-major de la KFOR à Pristina, on rencontre 49 nationalités, puisqu'il s'agit d'une force de coalition ; cependant, les briefings sensibles, par exemple les planifications d'opérations, sont classés « NATO restricted » et donc limités aux 19 nationalités membres de l'OTAN ; en outre se déroulent parfois discrètement certains briefings dits « d'intérêt national » par exemple entre Américains et Britanniques. NDLR

Géographiquement, les Américains sont donc maintenant déployés dans les Balkans, face à l'Est-Nord-Est :

- au travers d'alliances avec les pays membres de l'OTAN ou les candidats les plus plausibles : Slovénie, Croatie, Roumanie, Bulgarie, Grèce et Turquie ;
- dans des missions qui justifient une forte implantation militaire : bases de Tuzla et de Sarajevo en Bosnie, Camp Bondsteel et Mondeith au Kosovo, qui permettent de surveiller l'activité jusqu'en Macédoine, en Serbie et au Monténégro⁵⁵.

Les implantations américaines au Kosovo, en Bulgarie (Sarafovo, Burgas, Novo Selo) et en Roumanie (Constanza, base Mihail Kogalniceanu), sont des points stratégiques pour leurs lignes de communication. A court terme, elles vont montrer leur utilité durant la campagne en Irak. A long terme, elles donnent aux Etats-Unis une option décisive sur la Mer noire. En effet, déjà bénéficiaires d'une alliance et de bases en Turquie, ils peuvent déployer des forces aéronavales dans les bases bulgares et roumaines, quitte à faire naviguer leurs navires sous drapeau bulgare pour contourner la convention de Montreaux⁵⁶. L'Ukraine, avec la victoire de Youtchenko, et la Géorgie commençant à se tourner décisivement vers l'Ouest, les Russes pourraient être contraints de déménager leur flotte de la Mer Noire avant la fin du bail prévu en 2017.

*

Globalement, on constate que les Etats-Unis ont, au travers de leur action diplomatique et de l'OTAN, satisfait aux recommandations de Brzezinski en atteignant les effets suivants :

- L'Europe occidentale, zone molle assez sûre, est alliée et dépendante des Etats-Unis ;
- Les Russes et leurs alliés orthodoxes ont été contenus : les Russes sont affaiblis politiquement, isolés de leurs alliés et repoussés au Nord-Est de la Mer Noire ;
- Le dispositif, politique et militaire, occidental et musulman⁵⁷, reposant sur l'OTAN, est en position pour continuer sa progression vers l'Est, vers la Caspienne et les « Balkans eurasiens ».

Enfin, le précédent créé par l'intervention quasi-unilatérale des Etats-Unis ouvre la porte à l'utilisation de sa supériorité pour atteindre ses objectifs sans attendre un consensus international.

55 Cf. carte n°2 en annexe 5.

56 Source AFP

57 Ce dispositif militaro stratégique expliquant la logique de Washington qui soutient l'admission de la Turquie au sein de l'Union européenne.

PARTIE 3 - BILAN DE LA SITUATION ACTUELLE : LES ERREURS ET ENSEIGNEMENTS

A. Les limites des théories géopolitiques

Si la thèse développée par Brzezinski est séduisante a posteriori pour justifier la diplomatie américaine, les faits ne montrent pas que Washington a délibérément et rigoureusement construit sa politique sur la base de ces principes.

1. Les Américains dans les Balkans : de la bonne volonté et beaucoup de tâtonnements

Si les mots « humanitaire », « démocratie », « liberté » peuvent laisser sceptique quand ils sont exprimés par un porte-parole de la Maison-Blanche, en revanche ils prennent une certaine crédibilité quand on les entend continuellement chez le moindre citoyen américain présent dans les Balkans. Un séjour sur ce théâtre conduit à la certitude que la majorité des Américains qui y ont été déployés n'avaient pas d'arrière pensée. L'hypothèse de cette stratégie globale développée précédemment ne peut concerner qu'un cercle réduit de décideurs.

En outre, expliquer les tergiversations américaines en Bosnie par la fameuse politique de « procrastination » ne satisfait que partiellement. En effet, les changements de cap subits du président Clinton laissent difficilement croire qu'ils cachent une attitude calculée. La Bosnie n'était pas la priorité de la présidence entre 91 et 94, la politique qui y était appliquée découlait des choix opérés par rapport à des questions jugées plus importantes, comme le Golfe ou les relations avec la Russie. Elle a subi l'influence de la politique partisane, qu'elle soit contraignante, l'opinion publique n'étant pas prête à des pertes humaines, ou avantageuse, l'humanitaire ayant été jugé porteur par les conseillers en communication de Clinton en 94 et 95. Enfin, le Pentagone travaillait sur la réduction du format des armées, peu propice à l'ouverture de nouveaux théâtres⁵⁸. La politique mise en œuvre dans les Balkans semble bien avoir été bâtie par tâtonnements.

⁵⁸ Les Etats-Unis passent entre 1988 et 1997 de 2,1 à 1,45 millions d'hommes et 98 bases sur 495 sont fermées. Le dernier plan quadriennal proposé par le secrétaire américain à la Défense, William Cohen, en mai 1997, prévoyait une ultime tranche de réduction : 62 000 soldats, 54 000 postes de réservistes et 70 000 emplois civils de la défense.

Si la campagne du Kosovo paraît plus décidée en 1999, après 2001 la politique américaine dans cette région des Balkans est de nouveau hésitante. D'abord, le régime de Milosevic est tombé en septembre 2000, ce qui rend moins nécessaire le maintien d'un soutien à l'UCK. Ensuite, la menace islamiste rend les Américains hostiles à l'idée de soutenir des Musulmans. Enfin, l'UCK menace de déstabiliser aussi l'ex-République yougoslave de Macédoine (ERYM). La diplomatie va alors osciller entre le retrait du soutien à l'UCK et les appels à la modération adressés au président macédonien.

2. Les dissensions au sein même de l'administration américaine : comment appliquer une stratégie sans solution de continuité ?

L'affrontement entre l'exécutif et le législatif n'a pas facilité le développement d'une politique extérieure cohérente, en particulier quand le président Clinton à la Maison Blanche affrontait Newton Gingrich et la majorité républicaine au Congrès. Mais ce sont surtout les dissensions entre les conseillers du président, entre Albright et Holbrooke par exemple, qui ont généré les hésitations les plus gênantes. Les avis du reste de l'administration divergent également : dès 91, certains sont très influencés par les lobbies arabo-musulman et turc, alors que d'autres, notamment dans les services secrets, sentent plus ou moins clairement monter la menace terroriste islamiste.

Certains conseillers de la Maison Blanche, tel Brzezinski, ont cependant été des acteurs permanents, à un degré plus ou moins important selon l'alternance politique, et ont donc pu suivre une ligne cohérente. Cette ligne a sans doute subi quelques adaptations, car il n'est pas probable que Brzezinski ait anticipé la stratégie précise et la séquence de situations et d'opérations ayant amené les GIs dans les Balkans. Certaines théories instillant l'idée que les Américains auraient provoqué le conflit en ex-Yougoslavie paraissent tenir carrément du fantasme tant la situation locale se dégradait d'elle-même. Il reste que le théoricien formalise clairement, dès le milieu des années 90, l'opportunité de prendre position dans le Rimland.

3. Jeux d'alliances et pouvoirs supranationaux : les Etats-Unis pouvaient-ils avoir une stratégie unilatérale ?

On pense en 2005 que les Etats-Unis ont la capacité d'agir unilatéralement. Or ce n'était pas encore le cas en 1990, quoi que cela soit un objectif peu dissimulé. Les Etats-Unis ont recherché des alliances avec la « vieille Europe », ne serait-ce que pour limiter le risque de pertes américaines au sol. Ils ont été liés aussi par leurs relations avec les Etat musulmans et avec la Russie, qu'ils ont essayé de ménager. La stratégie de Washington a donc été forcément influencée par ses alliés, et ce au gré des époques : cela les a conduit à négliger les Balkans à la

fin des années 80, avant d'y concentrer des efforts autour de 99 et enfin de les oublier à nouveau après 2001.

L'influence des lobbies et des organisations transnationales est également décisive. Le système politique américain implique de manière notoire les lobbies économiques, idéologiques ou associatifs...⁵⁹ Sans abonder la thèse d'un complot pétrolier ou militaro-industriel, on doit considérer que la politique de l'administration américaine intègre forcément les influences des communautés, qu'elles soient musulmanes, italiennes ou serbes⁶⁰, les demandes du Vatican, les sollicitations des pétroliers, industriels et autres investisseurs, les associations féministes⁶¹ ou humanitaires, etc. Ces lobbies s'opposent bien sûr entre eux, comme le MPRI avec les autres sociétés américaines d'expertise militaire. Avec l'émergence de la mondialisation, les *Majors* économiques visent d'ailleurs avant tout des objectifs budgétaires plutôt que l'intérêt national. L'intégration de ces données ne facilite pas la conduite d'une stratégie cohérente mais induit au contraire un risque de « yo-yo » quand on tente de satisfaire, ou paraître satisfaire, les sollicitations des Grands électeurs.

B. Les contrecoups des décisions de l'époque

Le bien fondé des théories géopolitiques s'examine généralement à travers le filtre de l'histoire. Or celle-ci montre que les Américains ont dû changer d'orientation après le 11 septembre 2001, à cause de la confirmation de la menace terroriste et de l'ouverture de nouveaux théâtres.

1. Les risques d'un excès de confiance dans l'alliance avec l'Islamisme

Les événements du 11 septembre 2001 ont provoqué une sorte d'électrochoc. L'antériorité⁶², la gravité et l'étendue de la menace terroriste islamiste ont provoqué un phénomène de rejet et remis en cause les alliances avec les Musulmans et l'investissement dans la région des Balkans.

Dans les mois qui suivent l'attaque contre le World Trade Centre, les forces armées vont passer à un état d'alerte élevé⁶³. Toutes les associations islamistes qui se sont installées à l'occasion du

59 Le phénomène inverse est vrai. Par exemple, l'ancien Secrétaire à la Défense et vice-directeur du renseignement, Franck Carlucci, a proposé ses services à plusieurs firmes holding dont les activités vont du pétrole à l'expertise militaire et la formation d'armées étrangères ; William Perry est membre de HQTP Strategic Investments Inc., une société basée en Californie. Les Américains ne semblent y voir aucune gêne, ni confusion des genres, car cela s'inscrit parfaitement dans la perspective de l'utilisation de l'appareil d'Etat au bénéfice des intérêts économiques du pays, en faisant de l'économie et de la conquête des marchés à l'exportation une priorité nationale au service des " *emplois américains* ".

60 Peu souvent citée, la diaspora serbe est influente chez les Canadiens et les Américains.

61 Par exemple pour nommer Madeleine Albright.

62 Se rappellent à la mémoire des Américains les précédents attentats, le 7 août 1998 contre les ambassades américaines de Dar es Salam et Nairobi, le 12 octobre 2000 contre le destroyer USS Cole à Aden, etc.

Djihad lancé en Bosnie vont être interrogées, traquées, dans des conditions de droit contestables. Même le Kosovo, où pourtant l'islamisme n'a pas les meilleures faveurs des Albanais, est tellement suspecté que les élus placardent partout leur condamnation du terrorisme.

Déjà en 2000, une fois Milosevic tombé et devant le risque d'implosion de l'ERYM et du Monténégro, les Etats-Unis ont nuancé leur position et commencé à défendre les Serbes, dont le lobbying paie enfin. En 2001, il semble que Washington commence à s'inquiéter de la création d'une « diagonale verte » Bosnie - Sandzak de Novi Pazar – Kosovo – Macédoine - Turquie. En 2003, elle s'étrangle quand la Turquie montre des velléités d'indépendance en posant des conditions pour le déploiement des bombardiers lourds américains en route pour l'Irak. Alors que les Anglo-saxons défendaient en 1995 l'idée d'un état bosniaque musulman autonome, ils commencent à remettre eux-mêmes en cause les accords de Dayton en forçant la réunion des trois entités⁶⁴.

Simultanément, l'effort de guerre américain se déporte sur l'Afghanistan en 2002 puis dans le Golfe dès 2003. Les forces se retirent donc subitement de Bosnie et du Kosovo, de nombreuses bases sont fermées, mises en sommeil ou réduites, ce qui constitue un revirement brutal pour un théâtre qui est loin d'être définitivement stabilisé. Afin de garder un minimum de contrôle, les Etats-Unis maintiennent l'OTAN, sous forme d'unités constituées ou d'états-majors de liaison. Ils s'appuient également sur des agences privées par l'intermédiaire desquelles sont recrutés des contingents locaux envoyés en Irak au sein de la coalition.

L'OTAN conserve certes une large supériorité logistique et de commandement, toujours assurée par des Américains. Mais elle paraît politiquement en perte de vitesse depuis que Washington lui a confié un rôle mineur dans la lutte contre le terrorisme après 2001. L'Union européenne, au contraire, reprend de la vigueur, saisit sa chance et relève les missions policières puis militaires en Albanie, en Macédoine puis en Bosnie⁶⁵.

Certes la poussée vers l'Est se poursuit conformément aux prévisions de Brzezinski, mais les Balkans semblent être devenus une friche sur laquelle les Européens ont les moyens de construire leur défense commune mais qu'ils doivent d'abord nettoyer de ses foyers islamistes intégristes.

63 Etat dénommé : « Force Protection ».

64 En 2005, le Haut représentant en Bosnie, le Britannique Paddy Ashdown, veut créer un véritable gouvernement fédéral, alors que Dayton prévoyait une partition.

65 Respectivement missions Proxima et Concordia en Macédoine, EUPM et EUFOR en Bosnie-Herzégovine.

2. L'OTAN, institution dénaturée ?

L'extension massive de l'OTAN et la modification de ses objectifs ont induit des modifications que le Pentagone ne semble pas avoir suffisamment anticipées :

- l'intégration de nouveaux membres implique une structure beaucoup plus lourde à manier, tactiquement et politiquement ; certes, cela fournit un contrepoids aux Français par exemple ; mais les Polonais et les Tchèques montrent un enthousiasme tel qu'on imagine difficilement qu'ils se cantonnent longtemps à un rôle de second plan ; or les Américains entendent agir unilatéralement ;
- le « sous-développement » militaire des nouveaux membres a fait chuter les niveaux technologique et opérationnel de l'organisation militaire ; les Américains considèrent d'ailleurs que le standard OTAN est désormais « dépassé » ;
- la brutale expansion de l'OTAN et de son Partenariat pour la Paix (PPP) au sein des anciens pré carrés russes compromet les relations avec Russie : Moscou se sentant encerclée se raidit, or les Etats-Unis ont fort à faire ailleurs ; cela remet en cause en outre les traités de limitation des armements ;
- le déplacement du centre d'intérêt stratégique⁶⁶ implique une perte de contrôle de l'Europe occidentale, qui construit une défense autonome.

Ces changements sont tels que l'OTAN semble avoir perdu de son intérêt pour le Pentagone et n'est chargée que de tâches annexes, comme la gestion de théâtres secondaires comme les Balkans. Elle est presque devenue gênante, son évolution risque d'être incontrôlable. « *Il y a un risque de ne pas reconnaître nos limites, de se sur-développer. C'est une leçon d'histoire, une leçon des empires* », analyse Mark Vicenzino, analyste de politico-stratégie à Washington⁶⁷.

C. Les orientations actuelles et futures

Les Etats-Unis comme l'Europe ont tout intérêt à la pacification et au développement de cette péninsule, meilleurs antidotes aux poisons mafieux et terroristes qui s'y développent à loisir.

66 Le général James Jones, commandant suprême de l'Alliance – et du commandement américain pour l'Europe – déclarait le 10 octobre 2003 : « *le centre de gravité de l'alliance est en Europe, mais il se déplace nettement vers l'Europe centrale et orientale [...] le centre d'intérêt géostratégique est au Moyen-Orient* ». *Guardian*, oct. 2003.

67 Propos recueillis par Ian Traynor, pour *Le Guardian*, avril 2003.

1. L'atténuation de l'attitude anti-serbe

Le revirement majeur des Etats-Unis a lieu à l'occasion des provocations des milices UCK et UCKM pour obtenir le même effet en Macédoine qu'au Kosovo. Une telle implosion menacerait la stabilité de l'ensemble de la région et avec elle les intérêts américains eux-mêmes. Seraient en effet entraînés dans cette désintégration Bulgarie, Serbie, Grèce et Turquie, avec un risque de division au sein de l'ERYM et du Monténégro. Les membres occidentaux et russophiles du Groupe de contact tombent soudainement d'accord, malgré le différend du Kosovo, pour éviter une crise majeure dans ces deux Etats.

De même, dès la chute du régime de Milosevic, Kostunica a fait l'objet de toutes les attentions et le peuple serbe s'est vu quasiment donner l'absolution par les grands médias américains, pour s'être soulevé spontanément pour la paix et la démocratie.

2. La lutte contre la corruption, le crime organisé et les trafics

Le leitmotiv des organisations internationales dans les Balkans est désormais la lutte contre la corruption et le crime organisé. Il semblerait qu'elles aient enfin pris conscience du principal problème des Balkans.

En effet, les revenus que des économies nationales inadaptées au marché et à bout de souffle sont incapables de fournir, les trafics de drogue, d'armes, de véhicules et d'êtres humains les procurent. Ainsi une grande partie de l'effort de guerre des pays de l'ex-Yougoslavie (on cite le chiffre de deux milliards de dollars) aurait été alimentée par les ressources du commerce des armes provenant du démantèlement des forces du Pacte de Varsovie, et par le transit et le traitement de la drogue originaire d'Asie centrale. Les organisations mafieuses, qui profitent en sous-main de l'instabilité balkanique, ont tout intérêt au maintien d'une situation chaotique et l'entretiennent assurément. Le phénomène albanais est le plus préoccupant.

Selon Alexandre del Valle, citant l'universitaire Xavier Raufer, « *l'un des autres buts de guerre réels de l'UCK, moins avouable, étroitement liée aux réseaux de la drogue et des trafics de la mafia albanaise, est d'ouvrir un nouveau couloir sur la route des mafias* ». Effectivement, avec l'Albanie, Etat déchu, la Macédoine et le Kosovo, où les Américains laissaient le champ libre aux milices, la mafia dispose d'un véritable sanctuaire. Elle peut y prospérer⁶⁸ et étendre son emprise sur le reste des Balkans, jusqu'à la mer où a été rétablie la piraterie, puis sur l'Europe. La puissance et la dangerosité de la mafia albanaise sont telles que les techniques policières

68 La mafia albanaise sévit dans tous les secteurs d'activités de grande criminalité : immigration irrégulière ; contrebande et contrefaçon, qui ont prospéré grâce à l'embargo contre la Yougoslavie ; proxénétisme et trafic d'êtres humains, le « nouvel esclavage » ; trafic d'armes, des stocks de Yougoslavie ou de Tirana, pillés en 97 ; trafic de drogue ; racket, institutionnalisé auprès de la diaspora.

habituelles sont devenues inopérantes. Une « grande Albanie » impliquerait la création d'un « Triangle d'Or des Balkans » à une heure de vol des capitales européennes. Les mafias serbes et turques, si elles ont cédé le pas devant les Albanais, n'en sont pas moins actives. Les règlements de compte observés en Serbie⁶⁹ ne sont pas liés uniquement à des luttes politiques...

L'assainissement de la zone balkanique est non seulement nécessaire pour l'Union européenne, qui investit beaucoup dans la reconstruction du système judiciaire et policier, avec une recherche de « *retour en sécurité intérieure* », mais aussi pour les Américains, au nom de leur tutelle sur la sécurité européenne. La lutte contre la corruption et le crime organisé est indispensable, et lié, à la reconstruction économique des Balkans.

3. La lutte contre les intégrismes musulman et anti-musulman

Alors que les Serbes ont paradoxalement permis l'introduction d'un islamisme radical dans les Balkans, ce sont sans doute les Musulmans « de souche », particulièrement modérés et suspicieux de ces Imams qui veulent les priver de leurs acquis sociaux, qui présentent la plus forte chance de résistance à la montée de l'intégrisme.

Or les Musulmans ont été jusqu'ici l'allié inconditionnel, puis l'ennemi désigné des Etats-Unis, comme l'avait proposé Huntington de façon plus ou moins déguisée. Les Etats islamisés présentent des intérêts géopolitiques, géoéconomiques et géostratégiques qui suscitent l'intérêt américain⁷⁰ :

- ils sont situés en plein cœur du Rimland décrit par Spykman, contrôlant notamment les détroits principaux qui lient les mers au cœur de l'Asie ;
- ils disposent de l'essentiel des richesses pétrolières et gazières et en outre en contrôlent les voies d'acheminement principales.

C'est le cas pour les Musulmans des Balkans, moins pour leur position et leurs richesses intrinsèques⁷¹ que pour le tremplin qu'ils offrent vers l'Eurasie, la satisfaction des Turcs, influents dans les ex-colonies soviétiques et leur position sur les axes d'acheminement pétrolier.

Au-delà de ces deux attitudes manichéennes, il semble hautement préférable de trouver une autre solution. L'intégration dans l'Union européenne paraît la meilleure, même pour Brzezinski : « *l'Amérique devrait profiter de son influence en Europe pour soutenir l'admission éventuelle de*

69 Le 12 mars 2003, le Premier ministre serbe, Zoran Djindjic, est assassiné. Le 28 mars, la police retrouve les restes dissous dans de la chaux vive d'Ivan Stambolic, ancien Président de la République de Serbie qui avait « disparu » depuis le 25 août 2000.

70 Ahmet Davutoglu, *The Clash of interests – an explanation of the World disorder* – Fév 98.

71 Le Kosovo dispose de réserves minérales (plomb, zinc, cadmium, argent et or) ainsi qu'une réserve de charbon estimée à 17 milliards de tonnes.

la Turquie au sein de l'Union européenne, et mettre un point d'honneur à la traiter comme un Etat européen (...). Si la Turquie se sent exclue de l'Europe (...) elle sera favorable à la montée de l'islam, qui la rendra susceptible d'opposer son veto, par rancune, à l'élargissement de l'Otan et l'incitera à refuser de coopérer avec l'Occident dans sa volonté de stabiliser et d'intégrer une Asie centrale laïque dans la communauté internationale ».

4. L'économie comme solution et comme objectif

Plus globalement, l'intégration dans l'Union européenne permettrait de combattre la crise économique, cause même du conflit, et ce à moindre frais pour Washington.

Entre 1995 et 2000, les partis modérés ont repris la majorité en incluant dans leur programme les promesses de soutien occidental. Quand les populations ont réalisé que le renouveau économique, c'est-à-dire le recul du chômage et la hausse du pouvoir d'achat, ne pourrait intervenir dans un futur immédiat, les partis nationalistes ont repris de la vigueur. L'Union européenne devrait accélérer le processus. L'instabilité politique et la criminalité effraient les investisseurs. Les Etats européens se souviennent aussi de la charge représentée par l'intégration de la RDA, dont l'Allemagne ne se remet qu'à peine. Toutefois, la région présente un bon potentiel d'investissement et les Allemands ont déjà commencé à s'installer, comme on peut le constater en Croatie et à Sarajevo.

Cette solution économique semble avoir retrouvé les faveurs des Etats-Unis : après l'arrestation du « boucher des Balkans » le secrétaire d'Etat Colin Powell a donné le feu vert pour le déblocage des fonds américains et surtout pour ceux du FMI et de la Banque Mondiale dont la Serbie a un besoin vital.

Les Américains peuvent non seulement réduire l'instabilité de la région mais également investir, avant les Européens, dans une région au potentiel intéressant, notamment en terme de communications :

- l'oléoduc AMBO permettrait de contourner le projet européen d'acheminement par la Grèce ;
- la partie aval du Danube est une pénétrante considérable vers l'Europe centrale ;
- les détroits à l'Est sont une pénétrante vers la Mer Noire et les républiques pétrolifères.

L'économie, cause de l'instabilité et de la prolifération de la criminalité, semble être la clé du problème des Balkans. Son soutien par les puissances occidentales est non seulement indispensable, mais en outre présente un investissement, certes à long terme, intéressant.

Conclusion

A l'instar des grandes puissances européennes jusqu'au 20^{ème} siècle, les Etats-Unis ont pris pied dans les Balkans, à l'occasion du conflit des années 90, pour contrôler ce véritable nœud stratégique.

Conformément au concept de Spykman, Brzezinski a reconnu dans cette région une zone-pivot qui, outre son importance géostratégique propre, permet d'entamer une progression vers l'Est à travers le Rimland. Il a vraisemblablement incité la politique américaine à s'y implanter pour contenir les Russes, puissance du Heartland, hors d'accès à la Méditerranée, rompre une éventuelle unification de l'Eurasie, et compléter le dispositif qui permettra ultérieurement de progresser vers les « Balkans eurasiens ».

La stratégie a consisté d'une part à soutenir les factions opposées aux Slaves orthodoxes et à satisfaire les ambitions turques et musulmanes dans l'attente de contreparties de la part des Etats islamisés, et d'autre part à transformer l'OTAN d'une alliance militaire défensive en un outil politique offensif au travers duquel les Etats-Unis ont dirigé l'action de ses alliés.

Le bilan est cependant mitigé, les rivalités au sein même de la communauté américaine et l'émergence de nouvelles menaces ayant conduit à une discontinuité de la politique de la américaine. Les Etats-Unis sont tournés vers de nouveaux fronts, leur économie arrive en limite de rupture, et surtout ils sentent leurs anciens protégés les menacer dans leur dos.

Les théories géopolitiques sont séduisantes mais, par construction, elles sont schématisées et simplifiées. Leur application par des politiciens insuffisamment chevronnés ou trop prétentieux, qui veulent les mettre en application sans nuance, risque fort de s'avérer contre-productive. Le conflit des Balkans s'explique autant par l'économie et la criminalité, transnationales, que par les rivalités inter-étatiques ou les nationalismes. Comme le montre le déroulement des opérations en Irak, l'hyper puissance militaire américaine peine à s'adapter à ces schémas peu manichéens et très évolutifs. Les Balkans peuvent révéler encore de très mauvaises surprises.

Annexes

Annexe 1

Les Balkans : essai de définition et cartographie

On confond souvent ex-Yougoslavie et Balkans. Or certains auteurs excluent la Slovénie des Balkans, d'autres y incluent la Grèce. Pour cette étude, on considère deux approches :

- la première consiste à étudier essentiellement les actions diplomatiques et militaires américaines sur le territoire représenté par l'ex-Yougoslavie ;



- la deuxième, notamment pour les événements postérieurs aux opérations du Kosovo, consiste à désigner inclusivement sous le terme Balkans la région délimitée à l'Ouest par la Croatie, au Nord par le Danube et la Save (incluant la Bulgarie et la Roumanie), au Sud et à l'Est par l'Adriatique, la mer Egée et la mer Noire, incluant donc la Grèce et la partie « européenne » de la Turquie.



Annexe 2

Les Balkans, région historiquement instable et convoitée par les grandes puissances

Du 6^{ème} au 9^{ème} siècle, les Slaves pénètrent massivement les territoires au Sud du Danube, où vivaient les Illyriens⁷² et différents peuples romanisés, et provoquent l'effondrement de la frontière byzantine. Les groupes migrant vers l'Ouest vont former les Croates et les Bosniaques et subir l'influence romaine et catholique, ceux qui s'installent plus à l'Est vont donner naissance aux Serbes, et aux Bulgares, et être marqués par l'influence byzantine et orthodoxe.

Les royaumes de Croatie, de Bosnie, de Serbie et de Macédoine vont se disputer la domination de la région⁷³ jusqu'à l'arrivée de deux nouveaux acteurs : au 11^{ème} siècle, la Hongrie annexe la Croatie ; puis aux 14^{ème} et 15^{ème} siècles, les Ottomans absorbent successivement la Serbie et la Bosnie. Cependant, au cours du 16^{ème} siècle, ils sont bloqués dans leur progression sous les Murs de Vienne et devant les villes fortifiées vénitiennes. Entre le 16^{ème} et le 18^{ème} siècle, ils vont être progressivement repoussés au sud du Danube et à l'Est des frontières Ouest de l'actuelle Bosnie-Herzégovine.

Pendant trois siècles, les populations de la région vont être façonnées par les influences de ces grandes civilisations : catholique, germanique et italienne ; slave orthodoxe, soutenue par les Russes qui cherchent à atteindre le Bosphore ; musulmane et ottomane. Les classes sociales slaves aisées et urbanisées vont opportunément se convertir en masse à l'Islam. Les paysans, notamment dans les zones montagneuses où l'Islam et ses armées ne s'aventurent guère, vont refuser la conversion et commencer à se radicaliser : plusieurs révoltes, encouragées par les victoires hongroises et par l'imposition ottomane, vont être sévèrement réprimées et conduire les Serbes à l'exode ; ces populations vont se réfugier de l'autre côté de la frontière et constituer, en échange d'un statut particulier, les « paysans soldats » des confins militaires⁷⁴ de l'empire autrichien.

En 1850 naissent les nationalismes croate et serbe, à l'occasion de la formalisation de la langue serbo-croate. A cette époque, l'empire ottoman en faillite abandonne successivement le Monténégro, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine à l'Empire austro-hongrois, qui utilise encore

72 Les Kosovars albanais affirment qu'ils sont descendants des Illyriens, hypothèse, contestée par les historiens, sur laquelle ils s'appuient pour affirmer leur priorité sur la terre du Kosovo.

73 De l'actuelle Slovénie à l'Ouest jusqu'à la Grèce à l'Est, du Danube au Nord jusqu'aux îles de l'adriatique au Sud.

74 Ces confins, Est de la Dalmatie (Dubrovnik), Nord de la Croatie (Vukovar) et de la Serbie (Voïvodine) sont dénommés « Krajina » en serbo-croate.

plusieurs années l'administration ottomane pour juguler les mouvements nationalistes, notamment serbes⁷⁵.

Avec les guerres balkaniques de 1912-1913 s'achèvent quasiment le démantèlement de l'Europe ottomane et l'émancipation de la Serbie, avec le soutien des Russes. En 1918, c'est le démembrement de l'empire austro-hongrois cette fois, sous la pression des Français et des Britanniques, qui entraîne la création de nouveaux Etats dont le Royaume des Serbes, des Slovènes et des Croates, renommé Yougoslavie en 1929. L'affrontement des grandes puissances ne suit pas, ou plus, des contours culturels manichéens : ainsi, les Anglais se sont alternativement alliés aux Serbes contre les Turcs et les Allemands, et aux Musulmans contre les Russes. Mais les Balkans, « poudrière » ou « ventre mou » de l'Europe, sont devenus un nœud stratégique et un lieu de conflits, que ne peuvent plus ignorer les grandes puissances.

Durant la seconde guerre mondiale, la Yougoslavie est occupée puis démembrée par l'Allemagne et l'Italie. Les « Partisans » vont livrer des combats féroces, non seulement contre l'occupant, mais aussi entre factions politiques rivales, notamment entre les Oustachis croates, les Tchetsniks serbes et les partisans de Josip Broz Tito, qui ressort vainqueur sur la scène intérieure et internationale.

Le maréchal Tito fonde en 1946 et 1947 une fédération comprenant six Républiques et deux régions autonomes (Kosovo et Vojvodine). Sous son régime, qui reste démarqué de l'influence soviétique, les progrès sur le plan socio- économique sont considérables⁷⁶. Cependant, Tito est constamment obligé de combattre les ardentes revendications des mouvements nationalistes, notamment serbes, par exemple en augmentant l'autonomie des provinces⁷⁷ ou en créant une nationalité « musulmane »⁷⁸. Tito suscite généralement l'admiration, voire un culte, mais maintient l'unité de la confédération par la poigne.

A sa mort, la République populaire fédérative de Yougoslavie, gouvernée par une présidence collégiale assurée, à tour de rôle, par les représentants de chacune des républiques et des provinces autonomes (Voïvodine et Kosovo), se désagrège : les tensions entre les républiques et les provinces se ravivent, les violences se multiplient et les nationalismes se radicalisent.

75 Par exemple en laissant le Sandzak de Novi Pazar sous administration ottomane, entre 1878 et 1908, pour isoler la Serbie.

76 L'économie connaît des taux de croissance importants jusqu'à la fin des années 70, permettant à ce pays de la périphérie capitaliste encore à 80% agricole à la veille de la seconde guerre mondiale de se développer considérablement pour offrir un niveau de vie enviable à ses habitants.

77 En 1974, le Kosovo, province autonome de Serbie, est représentée dans les instances fédérales avec un droit de veto contre toute décision serbe.

78 Les Yougoslaves avaient une citoyenneté et une nationalité. Les Bosniaques, musulmans de la République de Bosnie-Herzégovine, devaient jusqu'alors choisir entre la nationalité serbe ou croate, et donc choisissaient souvent la mention générique « Yougoslave ».

Dans ce contexte, Milosevic accède en 1987 à la tête de la Ligue des Communistes en Serbie et s'empare des thèmes nationalistes⁷⁹, alors que les Serbes contrôlent déjà majoritairement les organes administratifs et militaires de la Yougoslavie. En décembre 1990, il sera élu à la Présidence de la Serbie.

Dès les années 80, le Kosovo, destination que les jeunes appelés de l'armée fédérale redoutent, est en proie à une situation insurrectionnelle. En 1981, une manifestation de milliers d'Albanais du Kosovo réclamant le statut de République est violemment réprimée par les forces serbes. En 1988, un rassemblement en Serbie contre le "génocide des Serbes au Kosovo" est suivi de la destitution de dirigeants albanais. En 1989, Belgrade proclame l'état d'exception et envoie l'armée au Kosovo, suite à une grève générale et aux violents affrontements, puis limite constitutionnellement le statut d'autonomie du Kosovo et de la Vojvodine.

En 1990, la situation dégénère dans toute la région. Les députés albanais du Kosovo proclament leur sécession, mais sont révoqués par l'Assemblée serbe. En Croatie et en Slovénie, les partis nationalistes prennent le pouvoir. Inquiets de se retrouver en situation de minorité en cas d'indépendance, les Serbes de la Krajina proclament la sécession ; le 25 juin, la Slovénie et la Croatie déclarent leur indépendance. L'armée fédérale intervient brièvement en Slovénie puis se retire mais la guerre éclate en Croatie autour de Vukovar.

79 En 1989, il prononce son célèbre discours au pied du monument de Kosovo Polje, commémorant la défaite « héroïque » des Serbes contre les Ottomans en 1389.

Annexe 3

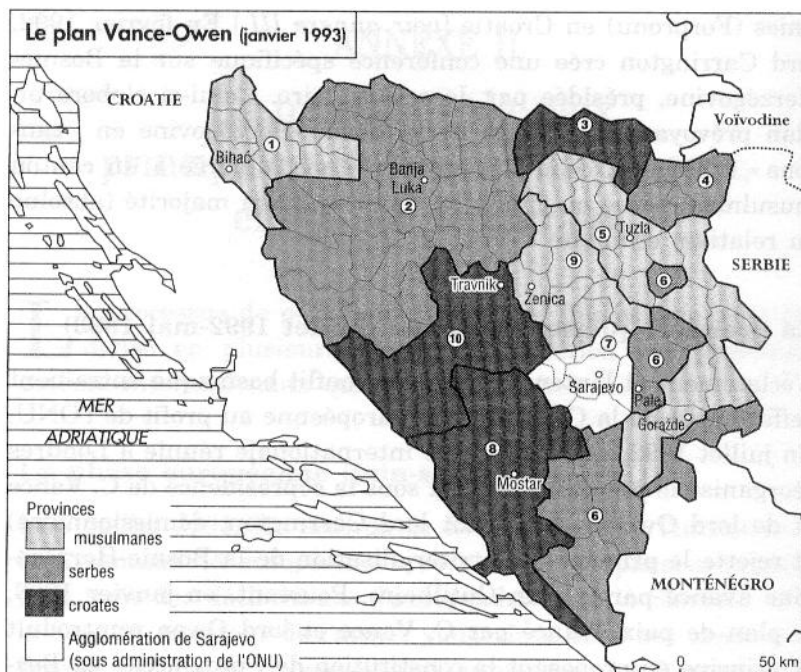
Présentation chronologique des acteurs de la politique extérieure américaine

Président (vice-président)	Mandat	Secrétaire d'Etat	Conseiller national de sécurité	Secrétaire à la défense
Jimmy CARTER (Walter Mondale)	1977 – 1980	Cyrus Vance (→ 80) Edmund Muskie	Zbigniew Brzezinski	Harold Brown
Ronald REAGAN (George Bush)	1981 – 1984	Alexander Haig (→ 82) George P. Shultz	Richard Allenier 82 William Clark (82 - 83) Robert McFarlane (83 - 85)	Caspar Weinberger
Ronald REAGAN (George Bush)	1985 – 1988	George P. Shultz	John Poindexter (85 - 86 <i>Irangate...</i>) Frank Carlucci (86 - 87), Colin Powell	Caspar Weinberger (→ 87) Frank Carlucci
George BUSH (Dan Quayle)	1989 – 1992	James Baker (→ 92) Lawrence Eagleburger	Brent Scowcroft	Richard Cheney
Bill CLINTON (Al Gore)	1993 – 1996	Warren Christopher	Tony Lake	Les Aspin (→ fin 93) William Perry
Bill CLINTON (Al Gore)	1997 – 2000	Madeleine Albright	Sandy Berger	William Cohen
George W. BUSH	2001 - 2004	Colin Powell		Donald Rumsfeld

Annexe 4

Les plans de paix Vance-Owen et Dayton

Carte 1 - le plan Vance-Owen



Carte 2 - les accords de Dayton



Annexe 5

Carte relatives à l'implication américaine dans les Balkans

Carte n°1 - oléoducs et projets d'oléoducs dans les Balkans



Carte n°2 – les bases américaines dans les Balkans en 2001



Bibliographie

- *Does America need a foreign policy* – Kissinger, 2002
- *Le Grand Echiquier*, Zbigniew Brzezinski, Bayard, 1997
- *Le sang du pétrole. Bosnie. Essai de géopolitique* – général Pierre-Marie Gallois – L'âge d'homme, 1996
- *Balkan Tragedy: Chaos and Dissolution After the Cool War* - Susan Woodward - Brookings, Washington, 1995
- *Pour l'empire du monde* – Pierre Biarnès
- *Le choc des civilisations* - Samuel Huntington – initialement paru dans la revue Foreign affairs en 1994
- *Vie et mort de la Yougoslavie* - Paul Garde, Fayard, Paris, mars 1992
- *The geography of peace* - Nicholas Spykman, 1944

- *Convention sur la prévention et la répression des crimes de génocide (Bosnie-Herzégovine vs Yougoslavie)* – Enregistrements de la Cour internationale de justice, 20 mars 1993

- *Les stratégies des puissances dans les Balkans en guerre* – Caroline Galactéros-Luchtenberg – revue Agir, octobre 2004
- *America at war in Macedonia* - Pr Michel Chossudovsky - The Guardian, juillet 2001
- *Stratégie américaine en Eurasie et conséquences de la guerre du Kosovo* - Alexandre del Valle - janvier 2001 - Géostratégiques
- *Le clan des Albanais* – Vladimir de Gmeline – Spectacle du Monde, juin 1999
- *Rond-de-cuir et bottes de saut* – Alistair MacPherson - Spectacle du Monde, mai 1999
- *Le Monténégro entre Verts et Blancs* – Jean-Jacques Mourreau - Spectacle du Monde, mai 1999
- *Le rêve de la Grande Albanie* – Jean-Jacques Mourreau - Spectacle du Monde, avril 1999
- *Madeleine s'en va-t-en guerre* - Alistair MacPherson - Spectacle du Monde, 1999
- *La résistible dislocation du puzzle* - Catherine Samary - Monde diplomatique, juillet 1998.
- *Les fantômes du champ des Merles* – Philippe Conrad - Spectacle du Monde, avril 1998
- *The Clash of interests – an explanation of the World disorder* – Ahmet Davutoglu, février 1998
- *Les calculs de la diplomatie américaine à l'égard du conflit yougoslave* – Charles-Philippe David – Relations internationales et stratégiques, septembre 95

Table des matières

Sommaire	1
Introduction	2
PARTIE 1 - ETAT DES LIEUX	3
A. Les Balkans : le tableau qui s'offre aux Américains en 1990	3
1. Les Balkans, lieu d'affrontements de civilisations et de grandes puissances	3
2. La crise économique des années 80 en Yougoslavie et le rôle des Etats-Unis	4
3. Les acteurs régionaux	5
B. La politique des Etats-Unis : acteurs, idées, problématiques	8
1. Courants géopolitiques historiques	8
2. La situation et les considérations géopolitiques américaines en 1990 : l'école « Brzezinski »	9
3. L'administration américaine entre 1990 et 2000 : alternance et rivalités au secrétariat d'Etat	11
PARTIE 2 - LES ETATS-UNIS DANS LES BALKANS DE 1990 A 2000 : VARIATIONS DE LA POSTURE DIPLOMATIQUE MAIS CONTINUITE DE LA STRATEGIE	13
A. La politique américaine dans les Balkans : de la procrastination calculée en Bosnie à l'intervention armée vigoureuse	13
1. le conflit en Bosnie : tergiversations sur le fond ou la forme ?	13
2. le conflit au Kosovo : retour de l'interventionnisme et de l'OTAN	16
B. Une stratégie globale invariable : la prise de contrôle de la partie balkanique du « Rimland »	18
1. La cause humanitaire en argument, les intérêts américains en perspective	18
2. Les résultats de l'implication des Etats-Unis en ex-Yougoslavie	21
3. Un dispositif global parachevé	22
PARTIE 3 - BILAN DE LA SITUATION ACTUELLE : LES ERREURS ET ENSEIGNEMENTS	25
A. Les limites des théories géopolitiques	25
1. Les Américains dans les Balkans : de la bonne volonté et beaucoup de tâtonnements	25
2. Les dissensions au sein même de l'administration américaine : comment appliquer une stratégie sans solution de continuité ?	26
3. Jeux d'alliances et pouvoirs supranationaux : les Etats-Unis pouvaient-ils avoir une stratégie unilatérale ?	26
B. Les contrecoups des décisions de l'époque	27
1. Les risques d'un excès de confiance dans l'alliance avec l'Islamisme	27
2. L'OTAN, institution dénaturée ?	29
C. Les orientations actuelles et futures	29
1. L'atténuation de l'attitude anti-serbe	30
2. La lutte contre la corruption, le crime organisé et les trafics	30
3. La lutte contre les intégrismes musulman et anti-musulman	31
4. L'économie comme solution et comme objectif	32
Conclusion	33
Annexes	34
Annexe 1 Les Balkans : essai de définition et cartographie	35
Annexe 2 Les Balkans, région historiquement instable et convoitée par les grandes puissances	36
Annexe 3 Présentation chronologique des acteurs de la politique extérieure américaine	39
Annexe 4 Les plans de paix Vance-Owen et Dayton	40
Annexe 5 Carte relatives à l'implication américaine dans les Balkans	41
Bibliographie	42
Table des matières	43

